

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2007 — 1184

[2007/200751]

8 FEVRIER 2007.

Décret portant règlement définitif du budget de la Région wallonne pour l'année 2000 (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Première partie. — Services d'administration générale de la Région wallonne

CHAPITRE I^{er}. — *Engagements effectués en exécution du budget régional*

§ 1^{er}. Fixation des engagements à charge des crédits dissociés.

Article 1^{er}. Les engagements de dépenses effectuées à charge des crédits dissociés d'engagement de l'année budgétaire 2000 s'élèvent, d'après le tableau 1 ci-annexé, colonne 5, à la somme de 49.163.609.095 francs.

§ 2. Fixation des crédits dissociés d'engagement.

Art. 2. Les crédits dissociés d'engagement affectés par le Parlement wallon pour les engagements de l'année budgétaire 2000 s'élèvent au total à 52.793.300.000 francs, conformément au tableau 1, colonne 4.

Art. 3. Le montant total des crédits d'engagement répartis pour l'année budgétaire 2000 est réduit conformément au tableau 1, colonne 9, d'un montant de 3.629.690.905 francs, qui est annulé en vertu des articles 34 et 35 des lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991.

Art. 4. Par suite des dispositions reprises aux articles 2 et 3 ci-dessus, les crédits dissociés d'engagement définitifs de l'année budgétaire 2000 sont fixés à 49.163.609.095 francs, somme égale aux engagements imputés à charge de l'année budgétaire (tableau 1, colonne 5).

§ 3. Fixation des engagements à charge des crédits variables.

Art. 5. Les engagements de dépenses effectuées à charge des crédits variables d'engagement de l'année budgétaire 2000 s'élèvent, d'après le tableau 4 ci-annexé, colonne 6, à la somme de 7.895.081.183 francs.

§ 4. Fixation des crédits variables d'engagement.

Art. 6. Les crédits variables d'engagement affectés par le Parlement wallon pour les engagements de l'année budgétaire 2000 s'élèvent à 10.645.100.000 francs, conformément au tableau 4, colonne 2.

Toutefois, conformément à l'article 45, §§ 2 et 3, dernier alinéa, des lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991, l'utilisation de ces crédits est limitée au montant des recettes affectées en 2000 aux fonds organiques : 6.362.316.404 francs, diminué du solde négatif existant au 1^{er} janvier 2000 : - 4.019.769.468 francs, soit au total à 2.342.546.936 francs (tableau 4, colonne 5).

Art. 7. Par suite des dispositions contenues dans les articles 5 et 6 ci-dessus, le disponible en engagements - crédits variables - s'élève à la fin de l'année budgétaire 2000 à 2.243.455.925 francs (tableau 4, colonne 10). Ce solde sera reporté à l'année budgétaire 2001 et présente (tableau 4, colonnes 8 et 9) :

a. un disponible de 2.243.455.925 francs;

b. dont le solde du Fonds de protection des eaux de surface s'élève à 321.456.784 francs.

CHAPITRE II. — *Recettes et dépenses effectuées en exécution du budget régional*

§ 1^{er}. Fixation des recettes courantes et de capital.

Art. 8. Les droits constatés en faveur de la Région wallonne, pour l'année budgétaire 2000, s'élèvent, d'après le tableau 2 ci-annexé, colonne 3, à la somme de 199.773.985.743 francs.

Cette somme se répartit comme suit :

recettes courantes 178.697.992.769 F;

recettes de capital 12.731.471.864 F;

produit des emprunts 8.344.521.110 F.

Art. 9. Les recettes courantes et de capital enregistrées pour l'année budgétaire 2000 s'élèvent au total à 195.608.583.811 francs, conformément au tableau 2, colonne 4.

Cette somme se décompose comme suit :

recettes courantes 175.854.089.532 F;

recettes de capital 11.409.973.169 F;

produits des emprunts 8.344.521.110 F.

Art. 10. Les droits constatés à recouvrer à la clôture de l'année budgétaire s'élèvent à 4.165.401.932 francs (tableau 2, colonne 5).

Cette somme se répartit comme suit (tableau 2, colonnes 6 et 7) :

a. droits annulés ou portés en surséance indéterminée :

recettes courantes 4.007.001 F;

recettes de capital 17.297.751 F;

b. droits reportés à l'année budgétaire 2001 :

recettes courantes 2.839.896.236 F;

recettes de capital 1.304.200.944 F.

§ 2. Fixation des dépenses courantes et de capital.

Art. 11. Les ordonnancements imputés à charge de l'année budgétaire 2000 sont arrêtés comme suit (tableau 3, colonnes 7, 8 et 9) :

A. Pour les dépenses courantes :

Crédits non dissociés 130.245.592.544 F se décomposant comme suit :

a. prestations d'années antérieures 59.862.524 F;

b. prestations de l'année en cours 130.185.730.020 F.

Crédits d'ordonnement 10.676.547.365 F se décomposant comme suit :

- a. prestations d'années antérieures 314.515.406 F;
- b. prestations de l'année en cours 10.362.031.959 F.

B. Pour les dépenses de capital :

Crédits non dissociés 10.439.076.291 F se décomposant comme suit :

- a. prestations d'années antérieures 26.365.555 F;
- b. prestations de l'année en cours 10.412.710.736 F.

Crédits d'ordonnement 33.531.773.565 F se décomposant comme suit :

- a. prestations d'années antérieures 535.400.817 F;
- b. prestations de l'année en cours 32.996.372.748 F.

Total des ordonnancements 184.892.989.765 F.

Art. 12. Les paiements effectués, justifiés ou régularisés, à charge de l'année budgétaire 2000, se montent à la somme de :

A. Pour les dépenses courantes :

Crédits non dissociés 130.245.592.544 F.

Crédits d'ordonnement 10.676.547.365 F.

B. Pour les dépenses de capital :

Crédits non dissociés 10.439.076.291 F.

Crédits d'ordonnement 33.531.773.565 F.

Total (tableau 3, colonne 10) 184.892.989.765 F.

Art. 13. Les paiements imputés à charge du budget et dont la justification ou la régularisation est renvoyée à une année suivante, en application de l'article 79 des lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991, se montent à la somme de 0 franc (tableau 3, colonne 11).

§ 3. Fixation des crédits de paiement des dépenses courantes et de capital.

Art. 14. Les crédits de paiement ouverts au Parlement wallon et affectés par ce Parlement s'élèvent à (tableau 3, colonne 6) :

A. Pour les dépenses courantes :

Crédits non dissociés 140.714.648.467 F.

Crédits d'ordonnement 12.783.300.000 F.

B. Pour les dépenses de capital :

Crédits non dissociés 13.500.202.989 F.

Crédits d'ordonnement 38.395.400.000 F.

Total 205.393.551.456 F.

Ces montants comprennent :

I. Les crédits de paiement affectés par les décrets budgétaires et se décomposant comme suit (tableau 3, colonnes 2, 3 et 4) :

1. Budget initial :

A. Dépenses courantes :

Crédits non dissociés 129.123.900.000 F.

Crédits d'ordonnement 11.846.500.000 F.

B. Dépenses de capital :

Crédits non dissociés 10.860.300.000 F.

Crédits d'ordonnement 35.863.700.000 F.

Total 187.694.400.000 F.

2. Ajustements des crédits : résultats nets : (y compris les arrêtés de réallocation et de transfert).

Augmentations (résultats positifs) :

A. dépenses courantes :

Crédits non dissociés 4.637.400.000 F.

Crédits d'ordonnement 1.028.200.000 F.

B. Dépenses de capital :

Crédits non dissociés 844.100.000 F.

Crédits d'ordonnement 2.768.900.000 F.

Total 9.278.600.000 F.

Diminutions (résultats négatifs) :

A. Dépenses courantes :

Crédits non dissociés 584.800.000 F.

Crédits d'ordonnement 91.400.000 F.

B. Dépenses de capital :

Crédits non dissociés 48.400.000 F.

Crédits d'ordonnement 237.200.000 F.

Total 961.800.000 F.

II. Les crédits de paiement reportés de l'année budgétaire 1999 en application des articles 34 et 35 des lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991, s'établissant comme suit (tableau 3, colonne 5) :

A. Dépenses courantes :

Crédits non dissociés 7.538.148.467 F.

Crédits d'ordonnement - F.

B. Dépenses de capital :

Crédits non dissociés 1.844.202.989 F.

Crédits d'ordonnement - F.

Total 9.382.351.456 F.

Art. 15. Le montant des crédits de paiement ouverts et répartis pour l'année budgétaire 2000 est réduit (tableau 3, colonnes 13 et 14) :

1. des crédits de paiement non utilisés dont le report à l'année budgétaire 2001 a lieu en application des articles 34 et 35 des lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991 :

A. Opérations courantes :

Crédits non dissociés 7.276.979.697 F.

Crédits d'ordonnement - F.

B. Opérations de capital :

Crédits non dissociés 2.360.464.897 F.

Crédits d'ordonnement - F.

Total 9.637.444.594 F.

2. des crédits de paiement restés disponibles et qui sont annulés :

A. Opérations courantes :

Crédits non dissociés 3.192.076.226 F.

Crédits d'ordonnement 2.106.752.635 F.

B. Opérations de capital :

Crédits non dissociés 700.661.801 F.

Crédits d'ordonnement 4.863.626.435 F.

Total 10.863.117.097 F.

La répartition des crédits reportés est maintenue dans le budget de 2001.

Art. 16. Par suite des dispositions contenues dans les articles 14 et 15 du présent décret, les crédits définitifs de l'année budgétaire 2000 sont fixés comme suit :

A. Dépenses courantes :

Crédits non dissociés 130.245.592.544 F.

Crédits d'ordonnement 10.676.547.365 F.

B. Dépenses de capital :

Crédits non dissociés 10.439.076.291 F.

Crédits d'ordonnement 33.531.773.565 F.

Total 184.892.989.765 F.

Ces sommes sont égales aux opérations imputées à charge de l'année budgétaire d'après le tableau 3, colonnes 7 et 15.

Art. 17. Le résultat général des recettes et des dépenses courantes et de capital du budget de l'année budgétaire 2000, tel qu'il ressort des articles 9 et 11 ci-dessus, est :

Recettes 195.608.583.811 F.

Dépenses 184.892.989.765 F.

Excédent de recettes 10.715.594.046 F.

CHAPITRE III. — *Recettes et dépenses relatives aux crédits variables*

§ 1^{er}. Fixation des crédits d'ordonnement.

Art. 18. Les crédits d'ordonnement ouverts et affectés par le Parlement wallon pour les ordonnancements de l'année 2000 s'élèvent à 6.578.300.000 francs, conformément au tableau 4, colonne 2.

§ 2. Fixation des recettes affectées.

Art. 19. Les droits constatés de cette nature en faveur de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2000 s'élèvent, d'après le tableau 2, colonne 3, à la somme de 8.492.746.758 francs.

Art. 20. Conformément à l'article 45, §§ 2 et 3, dernier alinéa, des lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991, l'utilisation des crédits est limitée au montant des recettes affectées en 2000 aux fonds organiques, lequel s'élève à (tableau 4, colonne 4) :

Recettes de l'année 6.362.316.404 F augmenté du solde disponible au 1^{er} janvier 2000 : 7.492.171.595 francs, soit au total 13.854.487.999 francs (tableau 4, colonnes 3 et 5).

§ 3. Fixation des dépenses.

Art. 21. Les ordonnancements imputés pour l'année budgétaire 2000 à charge des recettes affectées (crédits variables) s'élèvent à 9.720.348.750 francs (tableau 4, colonne 6). Cette somme se décompose comme suit :

Dépenses courantes 580.387.534 F.

Dépenses de capital 9.139.961.216 F.

Art. 22. Le résultat général des recettes et des dépenses relatives aux crédits variables de l'année budgétaire 2000, tel qu'il ressort des articles 20, alinéa 1^{er}, et 21, du présent décret, est :

Recettes affectées 6.362.316.404 F.

Dépenses 9.720.348.750 F.

Excédent de dépenses 3.358.032.346 F.

Cet excédent de dépenses vient en diminution du solde existant à la clôture de l'année budgétaire précédente, soit 7.492.171.595 francs. Le résultat définitif ainsi obtenu présente un solde créditeur de 4.134.139.249 francs (tableau 4, colonne 10). Il sera reporté à l'année budgétaire 2001.

CHAPITRE IV. — *Résultat général des recettes et des dépenses courantes et de capital et des crédits variables*

Art. 23. Le résultat général des recettes et des dépenses du budget de la Région wallonne (y compris crédits variables) pour l'année budgétaire 2000, tel qu'il ressort des articles 17 et 22, alinéa 1^{er}, précités, se présente comme suit :

Recettes 201.970.900.215 F.

Dépenses 194.613.338.515 F.

L'année budgétaire 2000 se clôture par un excédent de recettes de 7.357.561.700 francs.

CHAPITRE V. — *Engagements effectués à charge de la section particulière*

§ 1^{er}. Fixation des engagements à charge de la section particulière.

Art. 24. La variation des engagements à charge de la section particulière de l'année 2000 s'élève à - 521.246.968 francs (tableau 5, colonne 7-8).

Ce montant se décompose comme suit (incluant les fonds C) :

a. les engagements de l'exercice 513.894.973 F;

b. le montant des annulations des visas antérieurs 1.035.141.941 F.

§ 2. Fixation des crédits disponibles d'engagement pour la section particulière

Art. 25. Les crédits disponibles pour l'engagement des dépenses à charge de la section particulière se montent à la somme de - 6.619.238.807 francs (tableau 5, colonne 6).

Ce montant se décompose comme suit (incluant les fonds C) :

a. le solde reporté de l'année précédente - 12.711.825.028 F;

b. les recettes de l'année 6.092.586.221 F.

Art. 26. Par suite des dispositions contenues dans les articles 24 et 25 ci-dessus, le solde en engagements - section particulière - s'élève à la fin de l'année budgétaire 2000 à - 6.097.991.839 francs (tableau 5, colonne 9). Ce montant sera reporté à l'année budgétaire 2001.

CHAPITRE VI. — *Recettes et dépenses effectuées en exécution de la section particulière du budget pour l'année 2000*

Art. 27. Les recettes de l'année budgétaire 2000 (incluant les fonds C), enregistrées à la section particulière du budget, s'élèvent à 6.092.586.221 francs, conformément au tableau 5 ci-annexé, colonne 5.

Ce montant se décompose comme suit :

Recettes courantes 6.092.586.221 F.

Recettes de capital 0 F.

Art. 28. Les dépenses de l'année budgétaire 2000 (incluant les fonds C) imputées sur la section particulière du budget s'élèvent à 5.398.606.240 francs (tableau 5, colonne 7).

Ce montant se décompose comme suit :

Dépenses courantes 5.398.606.240 F.

Dépenses de capital 0 F.

Art. 29. Les crédits disponibles (incluant les fonds C) pour l'ordonnancement des dépenses à charge de la section particulière se montent à la somme de 8.241.777.339 francs (tableau 5, colonnes 4 et 5).

Ce montant se décompose comme suit :

a. le solde reporté de l'année précédente 2.149.191.118 F;

b. les recettes de l'année 6.092.586.221 F.

Art. 30. Le résultat général (incluant les fonds C) de la section particulière du budget de l'année 2000 est définitivement arrêté comme suit :

recettes effectuées pendant l'année 6.092.586.221 F;

dépenses effectuées pendant l'année 5.398.606.240 F;

Excédent de recettes 693.979.981 F.

Cet excédent de recettes vient en augmentation du solde existant à la clôture de l'année budgétaire précédente, soit 2.149.191.118 francs. Le résultat définitif ainsi obtenu présente un solde créditeur de 2.843.171.099 francs (tableau 5, colonne 9). Il sera reporté à l'année budgétaire 2001.

CHAPITRE VII. — *Résultats cumulés*

Art. 31. Tous services réunis, budget (y compris les crédits variables) et section particulière (incluant les fonds C), les résultats cumulés du budget de 2000 se présentent comme suit (cf. articles 23 et 30 ci-dessus) :

Budget : excédent de recettes 7.357.561.700 F.

Section particulière : excédent de recettes 693.979.981 F.

Excédent de recettes 8.051.541.681 F.

Deuxième partie. — *Opérations effectuées en exécution des budgets des organismes régionaux du ressort de la Région wallonne*TITRE V. — *Entreprises régionales*

A. Entreprise régionale de Production et d'Adduction d'Eau (ERPE).

Cette Entreprise régionale, qui a été créée par décret du 2 juillet 1987, a repris au 1^{er} janvier 1988 les droits et obligations de l'Entreprise d'Etat "Complexe du barrage de Nisramont", conformément au prescrit de l'article 4, § 1^{er}, alinéa 2, du décret précité.

Le règlement définitif du budget de l'Entreprise régionale "Entreprise régionale de production et d'adduction d'Eau" s'établit pour l'année budgétaire 2000 comme suit :

CHAPITRE 1^{er}. — *Engagements effectués en exécution du budget*

§ 1^{er}. Fixation des engagements.

Art. 32. Les engagements de dépenses effectuées à charge des crédits d'engagement ouverts au titre V du budget de l'année budgétaire 2000 s'élèvent à la somme de 173.227.045 francs (tableau V A2, colonne 4).

§ 2. Fixation des crédits d'engagement.

Art. 33. Les crédits d'engagement ouverts au titre V des décrets budgétaires de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2000 s'élèvent à la somme de 458.500.000 francs (tableau V A2, colonne 3).

Les crédits non utilisés, soit 285.272.955 francs, sont annulés (tableau V A2, colonne 5).

CHAPITRE II. — *Recettes et dépenses effectuées en exécution du budget*

§ 1^{er}. Fixation des recettes.

Art. 34. Les recettes enregistrées pour l'année budgétaire 2000 s'élèvent au total à 1.716.620.803 francs, conformément au tableau V A1, colonne 3.

Ce montant se décompose comme suit :

Opérations courantes 720.160.625 F.

Opérations en capital 996.460.178 F.

§ 2. Fixation des dépenses.

Art. 35. Les ordonnancements imputés à charge de l'année budgétaire 2000 sont arrêtés comme suit (tableau V A3, colonne 4) :

Opérations courantes 720.160.625 F.

Opérations en capital 996.460.178 F.

Total des ordonnancements 1.716.620.803 F.

§ 3. Fixation des crédits de paiement.

Art. 36. Les crédits de paiement définitifs pour l'année budgétaire 2000 s'établissent comme suit :

1. alloués par décrets budgétaires (titre V) (tableau V A3, colonne 2) 1.978.200.000 F.

Opérations courantes 801.000.000 F.

Opérations de capital 1.177.200.000 F.

2. à allouer à titre de crédits complémentaires pour les dépenses excédant les crédits (tableau V A4) 26.687.877 F.

Opérations courantes 22.533.304 F.

Opérations de capital 4.154.573 F.

3. à annuler définitivement (tableau V A3, colonne 5) 288.267.074 F.

Opérations courantes 103.372.679 F.

Opérations de capital 184.894.395 F.

Ce qui porte le total des crédits définitifs, effectivement utilisés pour l'année budgétaire 2000, à 1.716.620.803 francs.

Cette somme est égale aux dépenses imputées (tableau V A3, colonne 4).

§ 4. Résultat du budget.

Art. 37. Le résultat général des recettes et des dépenses de l'année 2000, tel qu'il ressort des articles 34 et 35 du présent décret, se présente comme suit :

Recettes 1.716.620.803 F.

Dépenses 1.716.620.803 F.

L'année budgétaire 2000 se clôture donc par un solde nul.

B. Office wallon des déchets (O.W.D.).

Le règlement définitif du budget de l'Entreprise régionale "Office wallon des déchets" s'établit pour l'année budgétaire 2000 comme suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Recettes et dépenses effectuées en exécution du budget*

§ 1^{er}. Fixation des recettes.

Art. 38. Les recettes enregistrées pour l'année budgétaire 2000 s'élèvent au total à 3.084.498.270 francs, conformément au tableau V B1, colonne 3.

§ 2. Fixation des dépenses.

Art. 39. Les ordonnancements imputés à charge de l'année budgétaire 2000 s'élèvent au total à 2.792.305.800 francs, conformément au tableau V B1, colonne 3.

§ 3. Fixation des crédits de paiement.

Art. 40. Les crédits de paiement définitifs pour l'année budgétaire 2000 s'établissent comme suit :

1. alloués par décrets budgétaires (*titre V*) 3.988.500.000 F;

2. à allouer à titre de crédits complémentaires pour les dépenses excédant les crédits (tableau V B2) 39.654.426 F;

3. à annuler définitivement 1.235.848.626 F.

Ce qui porte le total des crédits définitifs, effectivement utilisés pour l'année budgétaire 2000, à 2.792.305.800 francs.

Cette somme est égale aux dépenses imputées (tableau V B1, colonne 3).

§ 4. Résultat du budget.

Art. 41. Le résultat général des recettes et des dépenses de l'année 2000, tel qu'il ressort des articles 38 et 39 du présent décret, se présente comme suit :

Recettes 3.084.498.270 F.

Dépenses 2.792.305.800 F.

L'année budgétaire 2000 se clôture donc par un excédent de recettes de 292.192.470 francs.

TITRE VI. — *Services régionaux à gestion séparée*

A. Office de promotion des voies navigables (O.P.V.N.).

Le règlement définitif du budget du service régional à gestion séparée "Office de promotion des voies navigables" s'établit pour l'année budgétaire 2000 comme suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Recettes et dépenses effectuées en exécution du budget*

§ 1^{er}. Fixation des recettes.

Art. 42. Les recettes imputées pour l'année budgétaire 2000 s'élèvent au total à 28.355.618 francs, conformément au tableau VI A1, colonne 3.

Ce montant se décompose comme suit :

Opérations courantes 25.109.347 F.

Opérations en capital 3.246.271 F.

§ 2. Fixation des dépenses.

Art. 43. Les ordonnancements imputés à charge de l'année budgétaire 2000 sont arrêtés comme suit (tableau VI A2, colonne 3) :

Opérations courantes 8.351.984 F.

Opérations en capital 926.507 F.

Total des ordonnancements 9.278.491 F.

§ 3. Fixation des crédits de paiement.

Art. 44. Les crédits de paiement définitifs pour l'année budgétaire 2000 s'établissent comme suit :

1. Alloués par décrets budgétaires (tableau VI A2, colonne 2).

Opérations courantes 18.060.000 F.

Opérations de capital 2.000.000 F.

Total 20.060.000 F.

2. à allouer à titre de crédits complémentaires pour les dépenses excédant les crédits (tableau VI A2, colonne 4) 0 F;

3. à annuler définitivement (tableau VI A2, colonne 5) 10.781.509 F.

Opérations courantes 9.708.016 F.

Opérations de capital 1.073.493 F.

Ce qui porte le total des crédits définitifs, effectivement utilisés pour l'année budgétaire 2000, à 9.278.491 francs.

Cette somme est égale aux dépenses imputées (tableau VI A2, colonne 3).

§ 4. Résultat du budget.

Art. 45. Le résultat général des recettes et des dépenses de l'année 2000, tel qu'il ressort des articles 42 et 43 du présent décret, se présente comme suit :

Recettes 28.355.618 F.

Dépenses 9.278.491 F.

L'année budgétaire 2000 se clôture donc par un excédent de recettes de 19.077.127 francs.

B. Office wallon de Développement rural (O.W.D.R.).

Le règlement définitif du budget du service à gestion séparée "Office wallon de Développement rural" s'établit pour l'année budgétaire 2000 comme suit :

CHAPITRE 1^{er}. — Recettes et dépenses effectuées en exécution du budget

§ 1^{er}. Fixation des recettes.

Art. 46. Les recettes enregistrées pour l'année budgétaire 2000 s'élèvent au total à 186.703.397 francs, ainsi qu'il ressort du tableau VI B1, colonne 3, ci-annexé.

§ 2. Fixation des dépenses.

Art. 47. Les ordonnancements imputés à charge de l'année 2000 s'élèvent à 49.645.456 francs (tableau VI B1, colonne 3).

§ 3. Fixation des crédits de paiement.

Art. 48. Les crédits de paiement définitifs pour cette période s'établissent comme suit (tableau VI B1) :

1. alloués par décrets budgétaires (titre VI) 474.600.000 F;

2. à allouer à titre de crédits complémentaires pour les dépenses excédant les crédits 0 F.

3. crédits non utilisés à annuler 424.954.544 F.

Ce qui porte le total des crédits définitifs, effectivement utilisés pour l'année budgétaire 2000, à 49.645.456 francs.

Cette somme est égale aux dépenses imputées (tableau VI B1, colonne 3).

§ 4. Résultat du budget.

Art. 49. Le résultat général des recettes et des dépenses de l'année 2000, tel qu'il ressort des articles 46 et 47 du présent décret, se présente comme suit :

Recettes 186.703.397 F.

Dépenses 49.645.456 F.

L'année budgétaire 2000 se clôture donc par un excédent de recettes de 137.057.941 francs (tableau VI B1, colonne 3).

TITRE VII. — Organismes d'intérêt public

A. Fonds wallon d'avances pour la réparation des dommages provoqués par les prises et pompages d'eau souterraine.

Le règlement définitif du budget de l'organisme d'intérêt public "Fonds wallon d'avances pour la réparation des dommages provoqués par les prises et pompages d'eau souterraine" s'établit pour l'année budgétaire 2000 comme suit :

CHAPITRE 1^{er}. — Recettes et dépenses effectuées en exécution du budget

§ 1^{er}. Fixation des recettes.

Art. 50. Les recettes enregistrées pour l'année budgétaire 2000 s'élèvent au total à 14.337.748 francs, conformément au tableau VII A1, colonne 3.

§ 2. Fixation des dépenses.

Art. 51. Les ordonnancements imputés à charge de l'année budgétaire 2000 s'élèvent à 4.245.709 francs (tableau VII A1, colonne 3).

§ 3. Fixation des crédits de paiement.

Art. 52. Les crédits de paiement définitifs pour l'année budgétaire 2000 s'établissent comme suit :

1. alloués par décrets budgétaires (tableau VII A1) 38.300.000 F;

2. à allouer à titre de crédits complémentaires pour les dépenses excédant les crédits (tableau VII A2) 0 F;

3. à annuler définitivement 34.054.291 F.

Ce qui porte le total des crédits définitifs, effectivement utilisés pour l'année budgétaire 2000, à 4.245.709 francs. Cette somme est égale aux dépenses imputées (tableau VII A1, colonne 3).

§ 4. Résultat du budget.

Art. 53. Le résultat général des recettes et des dépenses de l'année 2000, tel qu'il ressort des articles 50 et 51 du présent décret, se présente comme suit :

Recettes 14.337.748 F.

Dépenses 4.245.709 F.

L'année budgétaire 2000 se clôture donc par un excédent de recettes de 10.092.039 francs (tableau VII A1, colonne 3).

B. Centre régional d'Aide aux communes (CRAC).

Le règlement définitif du budget de l'organisme d'intérêt public "Centre régional d'aide aux communes" s'établit pour l'année budgétaire 2000 comme suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Recettes et dépenses effectuées en exécution du budget*

§ 1^{er}. Fixation des recettes.

Art. 54. Les recettes enregistrées pour l'année budgétaire 2000 s'élèvent au total à 105.636.059 francs, ainsi qu'il ressort du tableau VII B1, colonne 3, ci-annexé.

§ 2. Fixation des dépenses.

Art. 55. Les ordonnancements imputés à charge du Centre régional d'aide aux communes s'élèvent à 98.869.657 francs (tableau VII B1, colonne 3).

§ 3. Fixation des crédits de paiement.

Art. 56. Les crédits de paiement définitifs s'établissent comme suit (tableau VII B1, colonne 2) :

1. alloués par décrets budgétaires (tableau VII B1) 107.498.481 F;

2. à allouer à titre de crédits complémentaires pour les dépenses excédant les crédits 843.818 F;

3. crédits non utilisés à annuler 9.472.642 F.

Ce qui porte le total des crédits définitifs, effectivement utilisés pour l'année budgétaire 2000, à 98.869.657 francs. Cette somme est égale aux dépenses imputées (tableau VII B1, colonne 3).

§ 4. Résultat du budget.

Art. 57. Le résultat général des recettes et des dépenses, tel qu'il ressort des articles 54 et 55 du présent décret, se présente comme suit :

Recettes 105.636.059 F.

Dépenses 98.869.657 F.

L'année budgétaire 2000 se clôture donc par un excédent de recettes de 6.766.402 francs (tableau VII B1, colonne 3).

C. Institut scientifique de service public.

Le règlement définitif du budget de l'organisme d'intérêt public "Institut scientifique de service public" s'établit pour l'année budgétaire 2000 comme suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Recettes et dépenses effectuées en exécution du budget*

§ 1^{er}. Fixation des recettes.

Art. 58. Les recettes enregistrées pour l'année budgétaire 2000 s'élèvent au total à 723.634.761 francs, ainsi qu'il ressort du tableau VII C1, colonne 3, ci-annexé.

§ 2. Fixation des dépenses.

Art. 59. Les ordonnancements imputés à charge de l'Institut scientifique de service public s'élèvent à 701.577.766 francs (tableau VII C1, colonne 3).

§ 3. Fixation des crédits de paiement.

Art. 60. Les crédits de paiement définitifs s'établissent comme suit :

1. alloués par décrets budgétaires (tableau VII C1) 703.241.226 F;

2. à allouer à titre de crédits supplémentaires pour les dépassements de crédits (tableau VII C2) 45.527.983 F;

3. crédits non utilisés à annuler 47.191.443 F.

Ce qui porte le total des crédits définitifs, effectivement utilisés pour l'année budgétaire 2000, à 701.577.766 francs. Cette somme est égale aux dépenses imputées (tableau VII C1, colonne 3).

§ 4. Résultat du budget.

Art. 61. Le résultat général des recettes et des dépenses, tel qu'il ressort des articles 58 et 59 du présent décret, se présente comme suit :

Recettes 723.634.761 F.

Dépenses 701.577.766 F.

L'année budgétaire 2000 se clôture donc par un excédent de recettes de 22.056.995 francs (tableau VII C1, colonne 3).

D. Fonds d'égalisation des Budgets.

Le règlement définitif du budget de l'organisme d'intérêt public "Fonds d'égalisation des budgets" s'établit pour l'année budgétaire 2000 comme suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Recettes et dépenses effectuées en exécution du budget*

§ 1^{er}. Fixation des recettes.

Art. 62. Les recettes enregistrées pour l'année budgétaire 2000 s'élèvent au total à 3.044.610.617 francs, ainsi qu'il ressort du tableau VII D1, colonne 3, ci-annexé.

§ 2. Fixation des dépenses.

Art. 63. Les ordonnancements imputés à charge du Fonds d'égalisation des budgets s'élèvent à 2.687.900.000 francs (tableau VII D1, colonne 3).

§ 3. Fixation des crédits de paiement.

Art. 64. Les crédits de paiement définitifs s'établissent comme suit :

1. alloués par décrets budgétaires (*titre VII*) 2.687.900.000 F;
2. à allouer à titre de crédits supplémentaires pour les dépassements de crédits (tableau VII D2) 0 F;
3. crédits non utilisés à annuler 0 F.

Ce qui porte le total des crédits définitifs, effectivement utilisés pour l'année budgétaire 2000, à 2.687.900.000 francs. Cette somme est égale aux dépenses imputées (tableau VII D1, colonne 3).

§ 4. Résultat du budget.

Art. 65. Le résultat général des recettes et des dépenses, tel qu'il ressort des articles 62 et 63 du présent décret, se présente comme suit :

Recettes 3.044.610.617 F.

Dépenses 2.687.900.000 F.

L'année budgétaire 2000 se clôture donc par un excédent de recettes de 356.710.617 francs (tableau VII D1, colonne 3).

E. Centre hospitalier psychiatrique "Le Chêne aux Haies".

Le règlement définitif du budget de l'organisme d'intérêt public "Le Chêne aux Haies" s'établit pour l'année budgétaire 2000 comme suit :

CHAPITRE I^{er}. — Recettes et dépenses effectuées en exécution du budget

§ 1^{er}. Fixation des recettes.

Art. 66. Les recettes enregistrées pour l'année budgétaire 2000 s'élèvent au total à 1.004.782.861 francs, ainsi qu'il ressort du tableau VII E1, colonne 3, ci-annexé.

§ 2. Fixation des dépenses.

Art. 67. Les ordonnancements imputés à charge du Centre hospitalier psychiatrique "Le Chêne aux Haies" s'élèvent à 957.415.572 francs (tableau VII E1, colonne 3).

§ 3. Fixation des crédits de paiement

Art. 68. Les crédits de paiement définitifs s'établissent comme suit (tableau VII E1, colonne 2) :

1. alloués par décrets budgétaires (*titre VII*) 1.159.649.000 F;
2. à allouer à titre de crédits complémentaires pour les dépenses excédant les crédits (*tableau VII E2*) 441.104 F;
3. crédits non utilisés à annuler 202.674.532 F.

Ce qui porte le total des crédits définitifs, effectivement utilisés pour l'année budgétaire 2000, à 957.415.572 francs. Cette somme est égale aux dépenses imputées (tableau VII E1, colonne 3).

§ 4. Résultat du budget.

Art. 69. Le résultat général des recettes et des dépenses, tel qu'il ressort des articles 66 et 67 du présent décret, se présente comme suit :

Recettes 1.004.782.861 F.

Dépenses 957.415.572 F.

L'année budgétaire 2000 se clôture donc par un excédent de recettes de 47.367.289 francs (tableau VII E1, colonne 3).

F. Centre hospitalier psychiatrique "Les Marronniers".

Le règlement définitif du budget de l'organisme d'intérêt public "Les Marronniers" s'établit pour l'année budgétaire 2000 comme suit :

CHAPITRE I^{er}. — Recettes et dépenses effectuées en exécution du budget

§ 1^{er}. Fixation des recettes.

Art. 70. Les recettes enregistrées pour l'année budgétaire 2000 s'élèvent au total à 1.606.179.067 francs, ainsi qu'il ressort du tableau VII F1, colonne 3, ci-annexé.

§ 2. Fixation des dépenses.

Art. 71. Les ordonnancements imputés à charge du Centre hospitalier psychiatrique "Les Marronniers" s'élèvent à 1.542.202.135 francs (tableau VII F1, colonne 3).

§ 3. Fixation des crédits de paiement.

Art. 72. Les crédits de paiement définitifs s'établissent comme suit (tableau VII F1, colonne 2) :

1. alloués par décrets budgétaires (*titre VII*) 1.553.496.000 F;
2. à allouer à titre de crédits complémentaires pour les dépenses excédant les crédits (*tableau VII F2*) 63.944.821 F;
3. crédits non utilisés à annuler 75.238.686 F.

Ce qui porte le total des crédits définitifs, effectivement utilisés pour l'année budgétaire 2000, à 1.542.202.135 francs. Cette somme est égale aux dépenses imputées (tableau VII F1, colonne 3).

§ 4. Résultat du budget.

Art. 73. Le résultat général des recettes et des dépenses, tel qu'il ressort des articles 70 et 71 du présent décret, se présente comme suit :

Recettes 1.606.179.067 F.

Dépenses 1.542.202.135 F.

L'année budgétaire 2000 se clôture donc par un excédent de recettes de 63.976.932 francs (tableau VII F1, colonne 3).

G. Fonds piscicole de Wallonie.

Le règlement définitif du budget de l'organisme d'intérêt public "Fonds piscicole de Wallonie" s'établit pour l'année budgétaire 2000 comme suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Recettes et dépenses effectuées en exécution du budget*§ 1^{er}. Fixation des recettes.

Art. 74. Les recettes enregistrées pour l'année budgétaire 2000 s'élèvent au total à 104.467.950 francs, ainsi qu'il ressort du tableau VII G1, colonne 3, ci-annexé.

§ 2. Fixation des dépenses.

Art. 75. Les ordonnancements imputés à charge du Fonds piscicole de Wallonie s'élèvent à 48.490.912 francs (tableau VII G1, colonne 3).

§ 3. Fixation des crédits de paiement.

Art. 76. Les crédits de paiement définitifs s'établissent comme suit (tableau VII G1, colonne 2) :

1. alloués par décrets budgétaires (titre VII) 61.000.000 F;
2. à allouer à titre de crédits complémentaires pour les dépenses excédant les crédits (*tableau VII G2*) 1.288.137 F;
3. crédits non utilisés à annuler 13.797.225 F.

Ce qui porte le total des crédits définitifs, effectivement utilisés pour l'année budgétaire 2000, à 48.490.912 francs.

Cette somme est égale aux dépenses imputées (tableau VII G1, colonne 3).

§ 4. Résultat du budget.

Art. 77. Le résultat général des recettes et des dépenses, tel qu'il ressort des articles 74 et 75 du présent décret, se présente comme suit :

Recettes 104.467.950 F.

Dépenses 48.490.912 F.

L'année budgétaire 2000 se clôture donc par un excédent de recettes de 55.977.038 francs (tableau VII G1, colonne 3).

H. Institut du Patrimoine wallon.

Le règlement définitif du budget de l'organisme d'intérêt public "Institut du Patrimoine wallon" s'établit pour l'année budgétaire 2000 comme suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Recettes et dépenses effectuées en exécution du budget*§ 1^{er}. Fixation des recettes.

Art. 78. Les recettes enregistrées pour l'année budgétaire 2000 s'élèvent au total à 210.973.431 francs, ainsi qu'il ressort du tableau VII H1, colonne 3, ci-annexé.

§ 2. Fixation des dépenses.

Art. 79. Les ordonnancements imputés à charge de l'Institut du Patrimoine wallon s'élèvent à 136.019.201 francs (tableau VII H1, colonne 3).

§ 3. Fixation des crédits de paiement.

Art. 80. Les crédits de paiement définitifs s'établissent comme suit (tableau VII H1, colonne 2) :

1. alloués par décrets budgétaires (titre VII) 199.163.000 F;
2. à allouer à titre de crédits complémentaires pour les dépenses excédant les crédits (*tableau VII H2*) 7.213.786 F;
3. crédits non utilisés à annuler 70.357.585 F.

Ce qui porte le total des crédits définitifs, effectivement utilisés pour l'année budgétaire 2000, à 136.019.201 francs.

Cette somme est égale aux dépenses imputées (tableau VII H1, colonne 3).

§ 4. Résultat du budget.

Art. 81. Le résultat général des recettes et des dépenses, tel qu'il ressort des articles 74 et 75 du présent décret, se présente comme suit :

Recettes 210.973.431 F.

Dépenses 136.019.201 F.

L'année budgétaire 2000 se clôture donc par un excédent de recettes de 74.954.230 francs (tableau VII H1, colonne 3).

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 8 février 2007.

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,
A. ANTOINE

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Équipement et du Patrimoine,
M. DAERDEN

La Ministre de la Formation,
Mme M. ARENA

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
Ph. COURARD

La Ministre de la Recherche, des Technologies nouvelles et des Relations extérieures,
Mme M.-D. SIMONET

Le Ministre de l'Économie, de l'Emploi et du Commerce extérieur,
J.-C. MARCOURT

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances,
Mme Ch. VIENNE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,
B. LUTGEN

—
Note

(1) *Session 2006-2007.*

Documents du Parlement wallon 508 (2006-2007), n^{os} 1 et 2.

Compte rendu intégral, séance publique du 1^{er} février 2007.

Discussion - Votes.

—
ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2007 — 1184

[2007/200751]

8. FEBRUAR 2007 — Dekret

zur endgültigen Abrechnung des Haushaltsplanes der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 2000 (1)

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen und Wir, Regierung, sanktionieren es:

Teil 1 — Dienststellen der allgemeinen Verwaltung der Wallonischen Regierung

KAPITEL I — *Zur Ausführung des regionalen Haushaltsplanes eingegangene Verpflichtungen*

§ 1 - Festlegung der Verpflichtungen zu Lasten der aufgegliederten Mittel.

Artikel 1 - Die Ausgabenverpflichtungen zu Lasten der aufgegliederten Verpflichtungsermächtigungen des Haushaltsjahres 2000 belaufen sich, gemäß der beiliegenden Tabelle 1 Spalte 5 auf 49.163.609.095 BEF.

§ 2 - Festlegung der aufgegliederten Verpflichtungsermächtigungen.

Art. 2 - Die aufgegliederten Verpflichtungsermächtigungen, die vom Wallonischen Parlament für die Verpflichtungen des Haushaltsjahres 2000 festgelegt wurden, belaufen sich insgesamt, gemäß der Tabelle 1 Spalte 4 auf 52.793.300.000 BEF.

Art. 3 - Der Gesamtbetrag der für das Haushaltsjahr 2000 verteilten Verpflichtungsermächtigungen wird entsprechend der Tabelle 1 Spalte 9 um einen Betrag von 3.629.690.905 BEF, der aufgrund der Artikel 34 und 35 der am 17. Juli 1991 koordinierten Gesetze über die Staatsbuchführung annulliert wird, verringert.

Art. 4 - Gemäß den Bestimmungen der obenstehenden Artikel 2 und 3 werden die endgültigen aufgegliederten Verpflichtungsermächtigungen des Haushaltsjahres 2000 auf 49.163.609.095 BEF festgesetzt; dieser Betrag entspricht den zu Lasten des Haushaltsjahres angerechneten Verpflichtungen (Tabelle 1 Spalte 5).

§ 3 - Festlegung der Verpflichtungen zu Lasten der variablen Mittel

Art. 5 - Die Ausgabenverpflichtungen zu Lasten der variablen Verpflichtungsermächtigungen des Haushaltsjahres 2000 belaufen sich, gemäß der beiliegenden Tabelle 4 Spalte 6 auf 7.895.081.183 BEF.

§ 4 - Festlegung der variablen Verpflichtungsermächtigungen

Art. 6 - Die variablen Verpflichtungsermächtigungen, die vom Wallonischen Parlament für die Verpflichtungen des Haushaltsjahres 2000 festgelegt wurden, belaufen sich insgesamt, gemäß der Tabelle 4 Spalte 2 auf 10.645.100.000 BEF.

Jedoch wird die Verwendung dieser Mittel gemäß Artikel 45 §§ 2 und 3 letzter Absatz der am 17. Juli 1991 koordinierten Gesetze über die Staatsbuchführung auf den Betrag der 2000 für die Errichtungsfonds zweckgebundenen Einnahmen begrenzt, welcher 6.362.316.404 BEF zuzüglich des am 1. Januar 2000 bestehenden Saldos in Höhe von 4.019.769.468 BEF, d.h. insgesamt 2.342.546.936 BEF beträgt (Tabelle 4 Spalte 5).

Art. 7 - Gemäß den Bestimmungen der oben stehenden Artikel 5 und 6 des vorliegenden Dekrets belaufen sich die als Verpflichtungsermächtigungen verfügbaren Mittel (variablen Mittel) am Abschluss des Haushaltsjahres 2000 auf – 2.243.455.925 BEF (Tabelle 4 Spalte 10). Dieser Saldo wird auf das Haushaltsjahr 2001 übertragen und weist folgende Zahlen auf (Tabelle 4 Spalten 8 und 9):

- a. verfügbare Mittel in Höhe von 2.243.455.925 BEF;
- b. worunter der Saldo des Fonds für den Schutz der Oberflächengewässer 321.456.784 BEF beträgt.

KAPITEL II — *Zur Ausführung des regionalen Haushaltsplanes getätigte Einnahmen und Ausgaben*

§ 1 - Festlegung der laufenden und Kapitaleinnahmen.

Art. 8 - Die festgestellten Ansprüche zugunsten der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 2000 belaufen sich, gemäß der beiliegenden Tabelle 2 Spalte 3 auf den Betrag von 199.773.985.743 BEF.

Dieser Betrag wird wie folgt aufgeteilt:

- Laufende Einnahmen 178.697.992.769 BEF;
- Kapitaleinnahmen 12.731.471.864 BEF;
- Ertrag der Anleihen 8.344.521.110 BEF.

Art. 9 - Die für das Haushaltsjahr 2000 bezogenen laufenden und Kapitaleinnahmen belaufen sich insgesamt, gemäß der Tabelle 2, Spalte 4, auf 195.608.583.811 BEF.

Dieser Betrag wird wie folgt aufgeteilt:

- Laufende Einnahmen 175.854.089.532 BEF;
- Kapitaleinnahmen 11.409.973.169 BEF;
- Erträge der Anleihen 8.344.521.110 BEF.

Art. 10 - Die festgestellten Ansprüche, die zum Abschluss des Haushaltsjahres einzunehmen sind, belaufen sich auf 4.165.401.932 BEF (Tabelle 2 Spalte 5).

Dieser Betrag wird wie folgt aufgeteilt (Tabelle 2 Spalten 6 und 7):

- a. Annullierte oder auf unbestimmte Zeit zurückgestellte Ansprüche:
Laufende Einnahmen 4.007.001 BEF;
Kapitaleinnahmen 17.297.751 BEF;
- b. auf das Haushaltsjahr 2001 übertragene Ansprüche:
Laufende Einnahmen 2.839.896.236 BEF;
Kapitaleinnahmen 1.304.200.944 BEF.

§ 2 - Festlegung der laufenden und Kapitalausgaben.

Art. 11 - Die Ausgabenanweisungen zu Lasten des Haushaltsjahres 2000 werden wie folgt festgelegt (Tabelle 3 Spalten 7, 8 und 9):

A. für die laufenden Ausgaben:

Nicht aufgegliederte Mittel 130.245.592.544 BEF wie folgt aufgeteilt:

- a. Leistungen der vorherigen Jahre 59.862.524 BEF;
- b. Leistungen des laufenden Jahres 130.185.730.020 BEF;

Ausgabeermächtigungen 10.676.547.365 BEF wie folgt aufgeteilt:

- a. Leistungen der vorherigen Jahre 314.515.406 BEF;
- b. Leistungen des laufenden Jahres 10.362.031.959 BEF.

B. Für die Kapitalausgaben:

Nicht aufgegliederte Mittel 10.439.076.291 BEF wie folgt aufgeteilt:

- a. Leistungen der vorherigen Jahre 26.365.555 BEF;
- b. Leistungen des laufenden Jahres 10.412.710.736 BEF.

Ausgabeermächtigungen 33.531.773.565 BEF wie folgt aufgeteilt:

- a. Leistungen der vorherigen Jahre 535.400.817 BEF;
- b. Leistungen des laufenden Jahres 32.996.372.748 BEF;

Gesamtbetrag der Ausgabeermächtigungen 184.892.989.765 BEF.

Art. 12 - Die zu Lasten des Haushaltsjahres 2000 getätigten, nachgewiesenen oder berichtigten Zahlungen belaufen sich auf:

A. für die laufenden Ausgaben:

Nicht aufgegliederte Mittel 130.245.592.544 BEF.

Ausgabeermächtigungen 10.676.547.365 BEF.

B. Für die Kapitalausgaben:

Nicht aufgegliederte Mittel 10.439.076.291 BEF.

Ausgabeermächtigungen 33.531.773.565 BEF.

Gesamtbetrag (Tabelle 3 Spalte 10) 184.892.989.765 BEF.

Art. 13 - Die zu Lasten des Haushaltsplanes getätigten Zahlungen, deren Nachweis oder Berichtigung in Anwendung von Artikel 79 der am 17. Juli 1991 koordinierten Gesetze über die Rechnungsführung des Staates auf ein nachfolgendes Jahr verlegt wird, belaufen sich auf 0 BEF (Tabelle 3 Spalte 11).

§ 3 - Festlegung der Zahlungskredite für die laufenden und Kapitalausgaben.

Art. 14 - Die Zahlungskredite, die vom Wallonischen Parlament bereitgestellt worden sind und deren Verwendungszweck das Parlament festgelegt hat, betragen (Tabelle 3 Spalte 6):

A. für die laufenden Ausgaben:

Nicht aufgegliederte Mittel 140.714.648.467 BEF.

Ausgabeermächtigungen 12.783.300.000 BEF.

B. Für die Kapitalausgaben:

Nicht aufgegliederte Mittel 13.500.202.989 BEF.

Ausgabeermächtigungen 38.395.400.000 BEF.

Gesamtbetrag 205.393.551.456 BEF.

Diese Beträge enthalten:

I. Die Zahlungskredite, deren Verwendungszweck in den Haushaltsdekreten festgelegt wird, und die wie folgt aufgeteilt werden (Tabelle 3 Spalten 2, 3 und 4):

1. ursprünglicher Haushaltsplan:

A. Laufende Ausgaben:

Nicht aufgegliederte Mittel 129.123.900.000 BEF.

Ausgabeermächtigungen 11.846.500.000 BEF.

B. Kapitalausgaben:

Nicht aufgegliederte Mittel 10.860.300.000 BEF.

Ausgabeermächtigungen 35.863.700.000 BEF.

Gesamtbetrag 187.694.400.000 BEF.

2. Anpassung der Haushaltsmittel: Nettoergebnisse: (einschließlich der Umverteilungs- und Übertragungserlasse). Erhöhungen (positive Ergebnisse):

A. Laufende Ausgaben:

Nicht aufgegliederte Mittel 4.637.400.000 BEF.

Ausgabeermächtigungen 1.028.200.000 BEF.

B. Kapitalausgaben:

Nicht aufgegliederte Mittel 844.100.000 BEF.

Ausgabeermächtigungen 2.768.900.000 BEF.

Gesamtbetrag 9.278.600.000 BEF.

Verringerungen (negative Ergebnisse):

A. Laufende Ausgaben:

Nicht aufgegliederte Mittel 584.800.000 BEF.

Ausgabeermächtigungen 91.400.000 BEF.

B. Kapitalausgaben:

Nicht aufgegliederte Mittel 48.400.000 BEF.

Ausgabeermächtigungen 237.200.000 BEF.

Gesamtbetrag 961.800.000 BEF.

II. Die in Anwendung der Artikel 34 und 35 der am 17. Juli 1991 koordinierten Gesetze über die Rechnungsführung des Staates vom Haushaltsjahr 1999 übertragenen Zahlungskredite, die wie folgt aufgeteilt werden (Tabelle 3 Spalte 5):

A. Laufende Ausgaben:

Nicht aufgegliederte Mittel 7.538.148.467 BEF.

Ausgabeermächtigungen - BEF.

B. Kapitalausgaben:

Nicht aufgegliederte Mittel 1.844.202.989 BEF.

Ausgabeermächtigungen - BEF.

Gesamtbetrag 9.382.351.456 BEF.

Art. 15 - Der Betrag der für das Haushaltsjahr 2000 bereitgestellten und aufgeteilten Zahlungskredite wird wie folgt verringert (Tabelle 3 Spalten 13 und 14):

1. in Höhe der nicht beanspruchten Zahlungskredite, die in Anwendung der Artikel 34 und 35 der am 17. Juli 1991 koordinierten Gesetze über die Rechnungsführung des Staates auf das Haushaltsjahr 2001 übertragen wurden:

A. Laufende Geschäfte:

Nicht aufgegliederte Mittel 7.276.979.697 BEF.

Ausgabeermächtigungen - BEF.

B. Kapitalgeschäfte:

Nicht aufgegliederte Mittel 2.360.464.897 BEF.

Ausgabeermächtigungen - BEF.

Gesamtbetrag 9.637.444.594 BEF.

2. in Höhe der verfügbar gebliebenen Zahlungskredite, die annulliert werden:

A. Laufende Geschäfte:

Nicht aufgegliederte Mittel 3.192.076.226 BEF.

Ausgabeermächtigungen 2.106.752.635 BEF.

B. Kapitalgeschäfte:

Nicht aufgegliederte Mittel 700.661.801 BEF.

Ausgabeermächtigungen 4.863.626.435 BEF.

Gesamtbetrag 10.863.117.097 BEF.

Die Aufteilung der übertragenen Haushaltsmittel wird im Haushaltsplan 2001 beibehalten.

Art. 16 - Gemäß den Bestimmungen der Artikel 14 und 15 des vorliegenden Dekrets werden die endgültigen Mittel des Haushaltsjahres 2000 wie folgt festgesetzt:

A. Laufende Ausgaben:

Nicht aufgegliederte Mittel 130.245.592.544 BEF.

Ausgabeermächtigungen 10.676.547.365 BEF.

B. Kapitalausgaben:

Nicht aufgegliederte Mittel 10.439.076.291 BE.F

Ausgabeermächtigungen 33.531.773.565 BEF.

Gesamtbetrag 184.892.989.765 BEF.

Diese Beträge stimmen mit den zu Lasten des Haushaltsjahres getätigten Geschäften überein, entsprechend der Tabelle 3 Spalten 7 und 15.

Art. 17 - Das Endergebnis der laufenden und Kapitaleinnahmen und -ausgaben des Haushaltsplanes des Haushaltsjahres 2000, so wie es sich aus den oben stehenden Artikeln 9 und 11 ergibt, beläuft sich auf:

Einnahmen 195.608.583.811 BEF.

Ausgaben 184.892.989.765 BEF.

Mehrbetrag der Einnahmen 10.715.594.046 BEF.

KAPITEL III — Einnahmen und Ausgaben bezüglich der variablen Mittel

§ 1 - Festlegung der Ausgabeermächtigungen.

Art. 18 - Die bereitgestellten Ausgabeermächtigungen, die vom Wallonischen Parlament für die Ausgabenanweisungen des Haushaltsjahres 2000 festgelegt wurden, belaufen sich, gemäß der Tabelle 4 Spalte 2 auf 6.578.300.000 BEF.

§ 2 - Festlegung der zweckgebundenen Einnahmen.

Art. 19 - Die festgestellten Ansprüche dieser Art zugunsten der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 2000 belaufen sich, gemäß der Tabelle 2 Spalte 3 auf den Betrag von 8.492.746.758 BEF.

Art. 20 - Gemäß Artikel 45 § 2 und § 3 letzter Absatz, der am 17. Juli 1991 koordinierten Gesetze über die Rechnungsführung des Staates, wird die Verwendung dieser Mittel auf den Betrag der 2000 für die Errichtungsfonds bestimmten Einnahmen beschränkt, d.h. (Tabelle 4 Spalte 4):

Einnahmen des Jahres 6.362.316.404 BEF zuzüglich des am 1. Januar 2000 verfügbaren Saldos: 7.492.171.595 BEF, d.h. insgesamt 13.854.487.999 BEF (Tabelle 4 Spalten 3 und 5).

§ 3 - Festlegung der Ausgaben.

Art. 21 - Die für das Haushaltsjahr 2000 zu Lasten der zweckgebundenen Einnahmen angerechneten Ausgabenanweisungen (variablen Mittel) belaufen sich auf 9.720.348.750 BEF (Tabelle 4 Spalte 6). Dieser Betrag wird wie folgt aufgeteilt:

Laufende Ausgaben 580.387.534 BEF.

Kapitalausgaben 9.139.961.216 BEF.

Art. 22 - Das Endergebnis der Einnahmen und der Ausgaben bezüglich der variablen Mittel des Haushaltsjahres 2000, so wie es sich aus den Artikeln 20, Absatz 1 und 21 des vorliegenden Dekrets ergibt, beläuft sich auf:

Zweckgebundene Einnahmen 6.362.316.404 BEF.

Ausgaben 9.720.348.750 BEF.

Mehrbetrag der Ausgaben 3.358.032.346 BEF.

Dieser Mehrbetrag der Ausgaben wird von dem zum Abschluss des vorherigen Haushaltsjahres bestehenden Saldo, nämlich 7.492.171.595 BEF abgezogen. Das demnach erzielte Endergebnis weist einen Kreditsaldo von 4.134.139.249 BEF auf (Tabelle 4 Spalte 10). Dieser Saldo wird auf das Haushaltsjahr 2001 übertragen.

KAPITEL IV — Endergebnis der laufenden und Kapitaleinnahmen und -ausgaben und der variablen Mittel

Art. 23 - Das Endergebnis der Einnahmen und Ausgaben des Haushaltsplanes der Wallonischen Region (einschließlich der variablen Mittel) für das Haushaltsjahr 2000, so wie es sich aus den obenstehenden Artikeln 17 und 22 Absatz 1 ergibt, beläuft sich auf:

Einnahmen 201.970.900.215 BEF.

Ausgaben 194.613.338.515 BEF.

Das Haushaltsjahr 2000 wird mit einem Mehrbetrag der Einnahmen von 7.357.561.700 BEF abgeschlossen.

KAPITEL V — Verpflichtungen zu Lasten des Sonderabschnitts

§ 1 - Festlegung der Verpflichtungen zu Lasten des Sonderabschnitts.

Art. 24 - Die Schwankung der Verpflichtungen zu Lasten des Sonderabschnitts für das Jahr 2000 beläuft sich auf – 521.246.968 BEF (Tabelle 5 Spalten 7-8).

Dieser Betrag wird wie folgt aufgeteilt (einschließlich der Fonds C):

a. die Verpflichtungen des Haushaltsjahres 513.894.973 BEF;

b. der Betrag der Annullierungen der früheren Sichtvermerke 1.035.141.941 BEF.

§ 2 - Festlegung der verfügbaren Verpflichtungsermächtigungen für den Sonderabschnitt.

Art. 25 - Die verfügbaren Mittel für Verpflichtungen zu Lasten des Sonderabschnitts belaufen sich auf den Betrag von – 6.619.238.807 BEF (Tabelle 5 Spalte 6).

Dieser Betrag wird wie folgt aufgeteilt (einschließlich der Fonds C):

a. übertragener Saldo des vorherigen Jahres – 12.711.825.028 BEF;

b. Einnahmen des Jahres 6.092.586.221 BEF.

Art. 26 - Gemäß den Bestimmungen der oben stehenden Artikel 24 und 25 beläuft sich der Saldo der Verpflichtungen - Sonderabschnitt - am Abschluss des Haushaltsjahres 2000 auf – 6.097.991.839 BEF (Tabelle 5 Spalte 9). Dieser Betrag wird auf das Haushaltsjahr 2001 übertragen.

KAPITEL VI — Einnahmen und Ausgaben zur Ausführung des Sonderabschnitts des Haushaltsplanes für das Jahr 2000

Art. 27 - Die im Sonderabschnitt des Haushaltsplanes eingetragenen Einnahmen des Haushaltsjahres 2000 (einschließlich der Fonds C) belaufen sich, entsprechend der beiliegenden Tabelle 5 Spalte 5, auf 6.092.586.221 BEF.

Dieser Betrag setzt sich wie folgt zusammen:

Laufende Einnahmen 6.092.586.221 BEF.

Kapitaleinnahmen 0 BEF.

Art. 28 - Die Ausgaben des Haushaltsjahres 2000 (einschließlich der Fonds C) zu Lasten des Sonderabschnitts des Haushaltsplanes belaufen sich auf 5.398.606.240 BEF (Tabelle 5 Spalte 7).

Dieser Betrag setzt sich wie folgt zusammen:

Laufende Ausgaben 5.398.606.240 BEF.

Kapitalausgaben 0 BEF.

Art. 29 - Die verfügbaren Mittel für die Ausgabenanweisung (einschließlich der Fonds C) zu Lasten des Sonderabschnitts belaufen sich auf den Betrag von 8.241.777.339 BEF (Tabelle 5 Spalten 4 und 5).

Dieser Betrag setzt sich wie folgt zusammen:

a. übertragener Saldo des vorherigen Jahres 2.149.191.118 BEF;

b. Einnahmen des Jahres 6.092.586.221 BEF.

Art. 30 - Das Endergebnis (einschließlich der Fonds C) des Sonderabschnitts des Haushaltsplanes des Haushaltsjahres 2000 wird wie folgt endgültig festgelegt:

Im Laufe des Jahres getätigte Einnahmen 6.092.586.221 BEF;

Im Laufe des Jahres getätigte Ausgaben 5.398.606.240 BEF;

Mehrbetrag der Einnahmen 693.979.981 BEF.

Dieser Mehrbetrag der Einnahmen wird dem zum Abschluss des vorherigen Haushaltsjahres bestehenden Saldo, nämlich 2.149.191.118 BEF hinzugefügt. Das demnach erzielte Endergebnis weist einen Kreditsaldo von 2.843.171.099 BEF auf (Tabelle 5 Spalte 9). Dieser Saldo wird auf das Haushaltsjahr 2001 übertragen.

KAPITEL VII. — Kumulierte Haushaltsergebnisse

Art. 31 - Insgesamt, Haushalt (einschließlich der variablen Mittel) und Sonderabschnitt (einschließlich der Fonds C) zusammengefügt, wurden die nachfolgenden kumulierten Ergebnisse des Haushaltsplanes 2000 erzielt (s. oben stehende Artikel 23 und 30):

Haushaltsplan: Mehrbetrag der Einnahmen 7.357.561.700 BEF.

Sonderabschnitt: Mehrbetrag der Einnahmen 693.979.981 BEF.

Mehrbetrag der Einnahmen 8.051.541.681 BEF.

Teil 2 — Verrichtungen zur Ausführung der Haushaltspläne der regionalen Einrichtungen, die der Zuständigkeit der Wallonischen Region unterliegen

TITEL V — Regionale Unternehmen

A. "Entreprise régionale de production et d'adduction d'eau" (Regionales Unternehmen für die Herstellung und Zuleitung des Wassers) (ERPE).

Dieses durch Dekret vom 2. Juli 1987 errichtete regionale Unternehmen hat am 1. Januar 1988 gemäß den Bestimmungen von Artikel 4 § 1 Absatz 2 des vorerwähnten Dekrets die Rechte und Verpflichtungen des Staatsunternehmens "Staudammkomplex von Nisramont" übernommen.

Die endgültige Abrechnung des Haushaltsplanes des regionalen Unternehmens "Entreprise régionale de production et d'adduction d'eau" wird für das Haushaltsjahr 2000 wie folgt erstellt:

KAPITEL I — Zur Ausführung des Haushaltsplanes eingegangene Verpflichtungen

§ 1 - Festlegung der Verpflichtungen.

Art. 32 - Die Ausgabenverpflichtungen zu Lasten der in Titel V des Haushaltsplanes des Haushaltsjahres 2000 bereitgestellten Verpflichtungsermächtigungen belaufen sich auf 173.227.045 BEF (Tabelle V A2 Spalte 4).

§ 2 - Festlegung der Verpflichtungen.

Art. 33. Die Verpflichtungsermächtigungen, die in Titel V der Haushaltsdekrete der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 2000 bereitgestellt wurden, belaufen sich auf 458.500.000 BEF (Tabelle V A2 Spalte 3).

Die nicht beanspruchten Mittel in Höhe von 285.272.955 BEF werden annulliert (Tabelle V A2 Spalte 5).

KAPITEL II — Zur Ausführung des Haushaltsplanes getätigte Einnahmen und Ausgaben

§ 1 - Festlegung der Einnahmen.

Art. 34 - Die für das Haushaltsjahr 2000 bezogenen Einnahmen belaufen sich insgesamt, gemäß der Tabelle V A1 Spalte 3 auf 1.716.620.803 BEF.

Dieser Betrag setzt sich wie folgt zusammen:

Laufende Geschäfte 720.160.625 BEF.

BEF 996.460.178 BEF.

§ 2 - Festlegung der Ausgaben.

Art. 35 - Die Ausgabenanweisungen zu Lasten des Haushaltsjahres 2000 werden wie folgt festgelegt (Tabelle V A3 Spalte 4):

Laufende Geschäfte 720.160.625 BEF.

BEF 996.460.178 BEF.

Gesamtbetrag der Ausgabeermächtigungen 1.716.620.803 BEF.

§ 3 - Festlegung der Zahlungskredite.

Art. 36 - Die endgültigen Zahlungskredite für das Haushaltsjahr 2000 setzen sich wie folgt zusammen:

1. Durch Haushaltsdekrete bewilligte Mittel (Titel V).

(Tabelle V A3 Spalte 2) 1.978.200.000 BEF.

Laufende Geschäfte 801.000.000 BEF.

Kapitalgeschäfte 1.177.200.000 BEF.

2. als zusätzliche Mittel zu bewilligen für die Ausgaben, die die Mittel überschreiten (Tabelle VA4) 26.687.877 BEF.

Laufende Geschäfte 22.533.304 BEF.

Kapitalgeschäfte 4.154.573 BEF.

3. Endgültig zu annullieren (Tabelle V A3 Spalte 5) 288.267.074 BEF.

Laufende Geschäfte 103.372.679 BEF.

Kapitalgeschäfte 184.894.395 BEF.

Der Gesamtbetrag der endgültigen, für das Haushaltsjahr 2000 tatsächlich beanspruchten Mittel beläuft sich also auf 1.716.620.803 BEF.

Dieser Betrag entspricht den angerechneten Ausgaben (Tabelle V A3 Spalte 4).

§ 4 - Ergebnis des Haushaltsplanes.

Art. 37 - Das Endergebnis der Einnahmen und der Ausgaben des Jahres 2000, so wie es sich aus den Artikeln 34 und 35 des vorliegenden Dekrets ergibt, beläuft sich auf:

Einnahmen 1.716.620.803 BEF.

Ausgaben 1.716.620.803 BEF.

Das Haushaltsjahr 2000 wird also mit einem Saldo abgeschlossen, der gleich null ist.

B. "Office wallon des déchets" (Wallonisches Amt für Abfälle) (O.W.D.).

Die endgültige Abrechnung des Haushaltsplanes des regionalen Unternehmens "Office wallon des déchets" wird für das Haushaltsjahr 2000 wie folgt erstellt:

KAPITEL I — Zur Ausführung des Haushaltsplanes getätigte Einnahmen und Ausgaben

§ 1 - Festlegung der Einnahmen.

Art. 38 - Die für das Haushaltsjahr 2000 bezogenen Einnahmen belaufen sich insgesamt, gemäß der Tabelle V B1 Spalte 3, auf 3.084.498.270 BEF.

§ 2 - Festlegung der Ausgaben.

Art. 39. Die zu Lasten des Haushaltsjahres 2000 angerechneten Ausgabenanweisungen belaufen sich insgesamt auf 2.792.305.800 BEF (Tabelle V B1 Spalte 3).

§ 3 - Festlegung der Zahlungskredite.

Art. 40 - Die endgültigen Zahlungskredite für das Haushaltsjahr 2000 setzen sich wie folgt zusammen:

1. Durch Haushaltsdekrete bewilligte Mittel (Titel V) 3.988.500.000 BEF.

2. als zusätzliche Mittel zu bewilligen für die Ausgaben, die die Mittel überschreiten (Tabelle V B2) 39.654.426 BEF.

3. Endgültig zu annullieren 1.235.848.626 BEF.

Der Gesamtbetrag der endgültigen, für das Haushaltsjahr 2000 tatsächlich beanspruchten Mittel beläuft sich also auf 2.792.305.800 BEF.

Dieser Betrag entspricht den angerechneten Ausgaben (Tabelle V B1 Spalte 3).

§ 4 - Ergebnis des Haushaltsplanes.

Art. 41 - Das Endergebnis der Einnahmen und der Ausgaben des Jahres 2000, so wie es sich aus den Artikeln 38 und 39 des vorliegenden Dekrets ergibt, beläuft sich auf:

Einnahmen 3.084.498.270 BEF.

Ausgaben 2.792.305.800 BEF.

Das Haushaltsjahr 2000 wird also mit einem Mehrbetrag der Einnahmen von 292.192.470 BEF abgeschlossen.

TITEL VI — Getrennt verwaltete regionale Dienststellen

A. "Office de promotion des voies navigables" (Amt zur Förderung der schiffbaren Wasserstraßen) (O.P.V.N.)

Die endgültige Abrechnung des Haushaltsplanes der getrennt verwalteten regionalen Dienststelle "Office de promotion des voies navigables" wird für das Haushaltsjahr 2000 wie folgt erstellt:

KAPITEL I — Zur Ausführung des Haushaltsplanes getätigte Einnahmen und Ausgaben

§ 1 - Festlegung der Einnahmen

Art. 42 - Die für das Haushaltsjahr 2000 angerechneten Einnahmen belaufen sich insgesamt, gemäß der Tabelle VI A1 Spalte 3, auf 28.355.618 BEF.

Dieser Betrag setzt sich wie folgt zusammen:

Laufende Geschäfte: 25.109.347 BEF.

Kapitalgeschäfte 3.246.271 BEF.

§ 2 - Festlegung der Ausgaben.

Art. 43 - Die Ausgabenanweisungen zu Lasten des Haushaltsjahres 2000 werden wie folgt festgelegt (Tabelle VI A2 Spalte 3):

Laufende Geschäfte 8.351.984 BEF.

Kapitalgeschäfte 926.507 BEF.

Gesamtbetrag der Ausgabeermächtigungen 9.278.491 BEF.

§ 3 - Festlegung der Zahlungskredite.

Art. 44 - Die endgültigen Zahlungskredite für das Haushaltsjahr 2000 setzen sich wie folgt zusammen:

1. Durch Haushaltsdekrete bewilligte Mittel (Tabelle VI A2 Spalte 2).

Laufende Geschäfte 18.060.000 BEF.

Kapitalgeschäfte 2.000.000 BEF.

Gesamtbetrag 20.060.000 BEF.

2. als zusätzliche Mittel zu bewilligen für die Ausgaben, die die Mittel überschreiten (Tabelle VI A2 Spalte 4) 0 BEF.

3. Endgültig zu annullieren (Tabelle VI A2 Spalte 5) 10.781.509 BEF.

Laufende Geschäfte 9.708.016 BEF.

Kapitalgeschäfte 1.073.493 BEF.

Der Gesamtbetrag der endgültigen, für das Haushaltsjahr 2000 tatsächlich beanspruchten Mittel beläuft sich also auf 9.278.491 BEF.

Dieser Betrag entspricht den angerechneten Ausgaben (Tabelle VI A2 Spalte 3).

§ 4. Ergebnis des Haushaltsplanes.

Art. 45 - Das Endergebnis der Einnahmen und der Ausgaben des Jahres 2000, so wie es sich aus den Artikeln 42 und 43 des vorliegenden Dekrets ergibt, beläuft sich auf:

Einnahmen 28.355.618 BEF.

Ausgaben 9.278.491 BEF.

Das Haushaltsjahr 2000 wird also mit einem Mehrbetrag der Einnahmen von 19.077.127 BEF abgeschlossen.

B. "Office wallon de Développement rural" (Wallonisches Amt für ländliche Entwicklung) (O.W.D.R.).

Die endgültige Abrechnung des Haushaltsplanes der getrennt verwalteten regionalen Dienststelle "Office wallon de Développement rural" wird für das Haushaltsjahr 2000 wie folgt erstellt:

KAPITEL I — Zur Ausführung des Haushaltsplanes getätigte Einnahmen und Ausgaben

§ 1 - Festlegung der Einnahmen.

Art. 46 - Die für das Haushaltsjahr 2000 bezogenen Einnahmen belaufen sich insgesamt, so wie es sich aus der Tabelle VI B1 Spalte 3 ergibt, auf 186.703.397 BEF.

§ 2 - Festlegung der Ausgaben.

Art. 47 - Die zu Lasten des Haushaltsjahres 2000 angerechneten Ausgabenanweisungen belaufen sich auf 49.645.456 BEF (Tabelle VI B1 Spalte 3).

§ 3 - Festlegung der Zahlungskredite.

Art. 48 - Die endgültigen Zahlungskredite für diesen Zeitraum setzen sich wie folgt zusammen (Tabelle VI B1):

1. Durch Haushaltsdekrete bewilligte Mittel (Titel VI) 474.600.000 BEF.

2. als zusätzliche Mittel zu bewilligen für die Ausgaben, die die Mittel überschreiten 0 BEF.

3. nicht beanspruchte Mittel, die zu annullieren sind 424.954.544 BEF.

Der Gesamtbetrag der endgültigen, für das Haushaltsjahr 2000 tatsächlich beanspruchten Mittel beläuft sich also auf 49.645.456 BEF.

Dieser Betrag entspricht den angerechneten Ausgaben (Tabelle VI B1 Spalte 3).

§ 4 - Ergebnis des Haushaltsplanes.

Art. 49 - Das Endergebnis der Einnahmen und der Ausgaben des Jahres 2000, so wie es sich aus den Artikeln 46 und 47 des vorliegenden Dekrets ergibt, beläuft sich auf:

Einnahmen 186.703.397 BEF.

Ausgaben 49.645.456 BEF.

Das Haushaltsjahr 2000 wird also mit einem Mehrbetrag der Einnahmen von 137.057.941 BEF abgeschlossen (Tabelle VI B1 Spalte 3).

TITEL VII — Einrichtungen öffentlichen Interesses

A. "Fonds wallon d'avances pour la réparation des dommages provoqués par les prises et pompages d'eau souterraine" (Wallonischer Vorschussfonds zur Entschädigung der durch Ableitung und Abpumpen von Grundwasser entstandenen Schäden).

Die endgültige Abrechnung des Haushaltsplanes der Einrichtung öffentlichen Interesses "Fonds wallon d'avances pour la réparation des dommages provoqués par des prises et pompages d'eau souterraine" wird für das Haushaltsjahr 2000 wie folgt erstellt:

KAPITEL I — Zur Ausführung des Haushaltsplanes getätigte Einnahmen und Ausgaben

§ 1 - Festlegung der Einnahmen.

Art. 50 - Die für das Haushaltsjahr 2000 bezogenen Einnahmen belaufen sich insgesamt, gemäß der Tabelle VII A1 Spalte 3, auf 14.337.748 BEF.

§ 2 - Festlegung der Ausgaben.

Art. 51 - Die zu Lasten des Haushaltsjahres 2000 angerechneten Ausgabenanweisungen belaufen sich auf 4.245.709 BEF (Tabelle VII A1 Spalte 3).

§ 3 - Festlegung der Zahlungskredite.

Art. 52 - Die endgültigen Zahlungskredite für das Haushaltsjahr 2000 setzen sich wie folgt zusammen:

1. Durch Haushaltsdekrete bewilligte Mittel (Tabelle VII A1) 38.300.000 BEF.

2. als zusätzliche Mittel zu bewilligen für die Ausgaben, die die Mittel überschreiten (Tabelle VII A2): 0 BEF.

3. Endgültig zu annullieren 34.054.291 BEF.

Der Gesamtbetrag der endgültigen, für das Haushaltsjahr 2000 tatsächlich beanspruchten Mittel beläuft sich also auf 4.245.709 BEF.

Dieser Betrag entspricht den angerechneten Ausgaben (Tabelle VII A1 Spalte 3).

§ 4 - Ergebnis des Haushaltsplanes.

Art. 53 - Das Endergebnis der Einnahmen und der Ausgaben des Jahres 2000, so wie es sich aus den Artikeln 50 und 51 des vorliegenden Dekrets ergibt, beläuft sich auf:

Einnahmen 14.337.748 BEF.

Ausgaben 4.245.709 BEF.

Das Haushaltsjahr 2000 wird also mit einem Mehrbetrag der Einnahmen von 10.092.039 BEF abgeschlossen (Tabelle VII A1 Spalte 3).

B. "Centre régional d'Aide aux communes" (Regionales Beihilfezentrum für die Gemeinden) (CRAC)

Die endgültige Abrechnung des Haushaltsplanes der Einrichtung öffentlichen Interesses "Centre régional d'Aide aux communes" wird für das Haushaltsjahr 2000 wie folgt erstellt:

KAPITEL I — Zur Ausführung des Haushaltsplanes getätigte Einnahmen und Ausgaben

§ 1 - Festlegung der Einnahmen.

Art. 54 - Die für das Haushaltsjahr 2000 bezogenen Einnahmen belaufen sich insgesamt, so wie es sich aus der Tabelle VII B1 Spalte 3 ergibt, auf 105.636.059 BEF.

§ 2 - Festlegung der Ausgaben.

Art. 55 - Die zu Lasten des Haushalts des "Centre régional d'Aide aux communes" angerechneten Ausgabenanweisungen belaufen sich auf 98.869.657 BEF (Tabelle VII B1 Spalte 3).

§ 3 - Festlegung der Zahlungskredite.

Art. 56 - Die endgültigen Zahlungskredite setzen sich wie folgt zusammen (Tabelle VII B1 Spalte 2):

1. Durch Haushaltsdekrete bewilligte Mittel (Tabelle VII B1) 107.498.481 BEF
2. als zusätzliche Mittel zu bewilligen für die Ausgaben, die die Mittel überschreiten 843.818 BEF.
3. nicht beanspruchte Mittel, die zu annullieren sind 9.472.642 BEF.

Der Gesamtbetrag der endgültigen, für das Haushaltsjahr 2000 tatsächlich beanspruchten Mittel beläuft sich also auf 98.869.657 BEF.

Dieser Betrag entspricht den angerechneten Ausgaben (Tabelle VII B1 Spalte 3).

§ 4 - Ergebnis des Haushaltsplanes.

Art. 57 - Das Endergebnis der Einnahmen und der Ausgaben, so wie es sich aus den Artikeln 54 und 55 des vorliegenden Dekrets ergibt, beläuft sich auf:

Einnahmen 105.636.059 BEF.

Ausgaben 98.869.657 BEF.

Das Haushaltsjahr 2000 wird also mit einem Mehrbetrag der Einnahmen von 6.766.402 BEF abgeschlossen (Tabelle VII B1 Spalte 3).

C. "Institut scientifique de service public" (wissenschaftliches Institut öffentlichen Dienstes)

Die endgültige Abrechnung des Haushaltsplanes der Einrichtung öffentlichen Interesses "Institut scientifique de service public" wird für das Haushaltsjahr 2000 wie folgt erstellt:

KAPITEL I — Zur Ausführung des Haushaltsplanes getätigte Einnahmen und Ausgaben

§ 1 - Festlegung der Einnahmen.

Art. 58 - Die für das Haushaltsjahr 2000 bezogenen Einnahmen belaufen sich insgesamt, so wie es sich aus der Tabelle VII C1 Spalte 3 ergibt, auf 723.634.761 BEF.

§ 2 - Festlegung der Ausgaben.

Art. 59 - Die zu Lasten des Haushalts des "Institut scientifique de service public" angerechneten Ausgabenanweisungen belaufen sich auf 701.577.766 BEF (Tabelle VII C1 Spalte 3).

§ 3 - Festlegung der Zahlungskredite.

Art. 60 - Die endgültigen Zahlungskredite setzen sich wie folgt zusammen:

1. Durch Haushaltsdekrete bewilligte Mittel (Tabelle VII C1) 703.241.226 BEF.
2. als zusätzliche Mittel zu bewilligen:
für Kreditüberschreitungen (Tabelle VII C2) 45.527.983 BEF.
3. nicht beanspruchte Mittel, die zu annullieren sind 47.191.443 BEF.

Der Gesamtbetrag der endgültigen, für das Haushaltsjahr 2000 tatsächlich beanspruchten Mittel beläuft sich also auf 701.577.766 BEF.

Dieser Betrag entspricht den angerechneten Ausgaben (Tabelle VII C1 Spalte 3).

§ 4 - Ergebnis des Haushaltsplanes.

Art. 61 - Das Endergebnis der Einnahmen und der Ausgaben, so wie es sich aus den Artikeln 58 und 59 des vorliegenden Dekrets ergibt, beläuft sich auf:

Einnahmen 723.634.761 BEF.

Ausgaben 701.577.766 BEF.

Das Haushaltsjahr 2000 wird also mit einem Mehrbetrag der Einnahmen von 22.056.995 BEF abgeschlossen (Tabelle VII C1 Spalte 3).

D. "Fonds d'égalisation des budgets" (Fonds zur Angleichung der Haushaltspläne).

Die endgültige Abrechnung des Haushaltsplanes der Einrichtung öffentlichen Interesses "Fonds d'égalisation des budgets" wird für das Haushaltsjahr 2000 wie folgt erstellt:

KAPITEL I — Zur Ausführung des Haushaltsplanes getätigte Einnahmen und Ausgaben

§ 1 - Festlegung der Einnahmen.

Art. 62 - Die für das Haushaltsjahr 2000 bezogenen Einnahmen belaufen sich insgesamt, so wie es sich aus der Tabelle VII D1 Spalte 3 ergibt, auf 3.044.610.617 BEF.

§ 2 - Festlegung der Ausgaben.

Art. 63 - Die zu Lasten des "Fonds d'égalisation des budgets" angerechneten Ausgabenanweisungen belaufen sich auf 2.687.900.000 BEF (Tabelle VII D1 Spalte 3).

§ 3 - Festlegung der Zahlungskredite.

Art. 64 - Die endgültigen Zahlungskredite setzen sich wie folgt zusammen:

1. Durch Haushaltsdekrete bewilligte Mittel (Titel VII) 2.687.900.000 BEF.
2. als zusätzliche Mittel zu bewilligen:
für Kreditüberschreitungen (Tabelle VII D2) 0 BEF.
3. nicht beanspruchte Mittel, die zu annullieren sind 0 BEF.

Der Gesamtbetrag der endgültigen, für das Haushaltsjahr 2000 tatsächlich beanspruchten Mittel beläuft sich also auf 2.687.900.000 BEF.

Dieser Betrag entspricht den angerechneten Ausgaben (Tabelle VII D1 Spalte 3).

§ 4 - Ergebnis des Haushaltsplanes.

Art. 65 - Das Endergebnis der Einnahmen und der Ausgaben, so wie es sich aus den Artikeln 62 und 63 des vorliegenden Dekrets ergibt, beläuft sich auf:

Einnahmen 3.044.610.617 BEF.

Ausgaben 2.687.900.000 BEF.

Das Haushaltsjahr 2000 wird also mit einem Mehrbetrag der Einnahmen von 356.710.617 BEF abgeschlossen (Tabelle VII D1 Spalte 3).

E. Psychiatrisches Krankenhaus "Le Chêne aux Haies".

Die endgültige Abrechnung des Haushaltsplanes der Einrichtung öffentlichen Interesses Psychiatrisches Krankenhaus "Le Chêne aux Haies" wird für das Haushaltsjahr 2000 wie folgt erstellt:

KAPITEL I — Zur Ausführung des Haushaltsplanes getätigte Einnahmen und Ausgaben

§ 1 - Festlegung der Einnahmen.

Art. 66 - Die für das Haushaltsjahr 2000 bezogenen Einnahmen belaufen sich insgesamt, so wie es sich aus der Tabelle VII E1 Spalte 3 ergibt, auf 1.004.782.861 BEF.

§ 2 - Festlegung der Ausgaben.

Art. 67 - Die zu Lasten des Haushalts des psychiatrischen Krankenhauses "Le Chêne aux Haies" angerechneten Ausgabenanweisungen belaufen sich auf 957.415.572 BEF (Tabelle VII E1 Spalte 3).

§ 3 - Festlegung der Zahlungskredite.

Art. 68 - Die endgültigen Zahlungskredite setzen sich wie folgt zusammen (Tabelle VII E1 Spalte 2):

1. Durch Haushaltsdekrete bewilligte Mittel (Titel VII) 1.159.649.000 BEF.
2. als zusätzliche Mittel zu bewilligen für die Ausgaben, die die Mittel überschreiten (Tabelle VII E2) 441.104 BEF.
3. nicht beanspruchte Mittel, die zu annullieren sind 202.674.532 BEF.

Der Gesamtbetrag der endgültigen, für das Haushaltsjahr 2000 tatsächlich beanspruchten Mittel beläuft sich also auf 957.415.572 BEF.

Dieser Betrag entspricht den angerechneten Ausgaben (Tabelle VII E1 Spalte 3).

§ 4 - Ergebnis des Haushaltsplanes.

Art. 69 - Das Endergebnis der Einnahmen und der Ausgaben, so wie es sich aus den Artikeln 66 und 67 des vorliegenden Dekrets ergibt, beläuft sich auf:

Einnahmen 1.004.782.861 BEF.

Ausgaben 957.415.572 BEF.

Das Haushaltsjahr 2000 wird also mit einem Mehrbetrag der Einnahmen von 47.367.289 BEF abgeschlossen (Tabelle VII E1 Spalte 3).

F. Psychiatrisches Krankenhaus "Les Marronniers".

Die endgültige Abrechnung des Haushaltsplanes der Einrichtung öffentlichen Interesses Psychiatrisches Krankenhaus "Les Marronniers" wird für das Haushaltsjahr 2000 wie folgt erstellt:

KAPITEL I — Zur Ausführung des Haushaltsplanes getätigte Einnahmen und Ausgaben

§ 1 - Festlegung der Einnahmen.

Art. 70 - Die für das Haushaltsjahr 2000 bezogenen Einnahmen belaufen sich insgesamt, so wie es sich aus der Tabelle VII F1 Spalte 3 ergibt, auf 1.606.179.067 BEF.

§ 2 - Festlegung der Ausgaben.

Art. 71 - Die zu Lasten des Haushalts des Psychiatrischen Krankenhauses "Les Marronniers" angerechneten Ausgabenanweisungen belaufen sich auf 1.542.202.135 BEF (Tabelle VII F1 Spalte 3).

§ 3 - Festlegung der Zahlungskredite.

Art. 72 - Die endgültigen Zahlungskredite setzen sich wie folgt zusammen (Tabelle VII F1 Spalte 2):

1. Durch Haushaltsdekrete bewilligte Mittel (Titel VII) 1.553.496.000 BEF.
2. als zusätzliche Mittel zu bewilligen für die Ausgaben, die die Mittel überschreiten (Tabelle VII F2) 63.944.821 BEF.
3. nicht beanspruchte Mittel, die zu annullieren sind 75.238.686 BEF.

Der Gesamtbetrag der endgültigen, für das Haushaltsjahr 2000 tatsächlich beanspruchten Mittel beläuft sich also auf 1.542.202.135 BEF.

Dieser Betrag entspricht den angerechneten Ausgaben (Tabelle VII F1 Spalte 3).

§ 4 - Ergebnis des Haushaltsplanes.

Art. 73 - Das Endergebnis der Einnahmen und der Ausgaben, so wie es sich aus den Artikeln 70 und 71 des vorliegenden Dekrets ergibt, beläuft sich auf:

Einnahmen 1.606.179.067 BEF.

Ausgaben 1.542.202.135 BEF.

Das Haushaltsjahr 2000 wird also mit einem Mehrbetrag der Einnahmen von 63.976.932 BEF abgeschlossen (Tabelle VII F1 Spalte 3).

G. "Fonds piscicole de Wallonie" (Wallonischer Fischzuchtfonds).

Die endgültige Abrechnung des Haushaltsplanes der Einrichtung öffentlichen Interesses "Fonds piscicole de Wallonie" wird für das Haushaltsjahr 2000 wie folgt erstellt:

KAPITEL I — Zur Ausführung des Haushaltsplanes getätigte Einnahmen und Ausgaben

§ 1 - Festlegung der Einnahmen.

Art. 74 - Die für das Haushaltsjahr 2000 bezogenen Einnahmen belaufen sich insgesamt, so wie es sich aus der Tabelle VII G1 Spalte 3 ergibt, auf 104.467.950 BEF.

§ 2 - Festlegung der Ausgaben.

Art. 75 - Die zu Lasten des "Fonds piscicole de Wallonie" angerechneten Ausgabenanweisungen belaufen sich auf 48.490.912 BEF (Tabelle VII G1 Spalte 3).

§ 3 - Festlegung der Zahlungskredite.

Art. 76 - Die endgültigen Zahlungskredite setzen sich wie folgt zusammen (Tabelle VII G1 Spalte 2):

1. Durch Haushaltsdekrete bewilligte Mittel (Titel VII) 61.000.000 BEF.
2. als zusätzliche Mittel zu bewilligen für die Ausgaben, die die Mittel überschreiten (Tabelle VII G2) 1.288.137 BEF.
3. nicht beanspruchte Mittel, die zu annullieren sind 13.797.225 BEF.

Der Gesamtbetrag der endgültigen, für das Haushaltsjahr 2000 tatsächlich beanspruchten Mittel beläuft sich also auf 48.490.912 BEF.

Dieser Betrag entspricht den angerechneten Ausgaben (Tabelle VII G1 Spalte 3).

§ 4 - Ergebnis des Haushaltsplanes.

Art. 77 - Das Endergebnis der Einnahmen und der Ausgaben, so wie es sich aus den Artikeln 74 und 75 des vorliegenden Dekrets ergibt, beläuft sich auf:

Einnahmen 104.467.950 BEF.

Ausgaben 48.490.912 BEF.

Das Haushaltsjahr 2000 wird also mit einem Mehrbetrag der Einnahmen von 55.977.038 BEF abgeschlossen (Tabelle VII G1 Spalte 3).

H. "Institut du Patrimoine wallon" (Institut für das wallonische Erbe).

Die endgültige Abrechnung des Haushaltsplanes der Einrichtung öffentlichen Interesses "Institut du Patrimoine wallon" wird für das Haushaltsjahr 2000 wie folgt erstellt:

KAPITEL I — Zur Ausführung des Haushaltsplanes getätigte Einnahmen und Ausgaben

§ 1 - Festlegung der Einnahmen.

Art. 78 - Die für das Haushaltsjahr 2000 bezogenen Einnahmen belaufen sich insgesamt, so wie es sich aus der Tabelle VII H1 Spalte 3 ergibt, auf 210.973.431 BEF.

§ 2 - Festlegung der Ausgaben.

Art. 79 - Die zu Lasten des "Institut du Patrimoine wallon" angerechneten Ausgabenanweisungen belaufen sich auf 136.019.201 BEF (Tabelle VII H1 Spalte 3).

§ 3 - Festlegung der Zahlungskredite.

Art. 80 - Die endgültigen Zahlungskredite setzen sich wie folgt zusammen (Tabelle VII H1 Spalte 2):

1. Durch Haushaltsdekrete bewilligte Mittel (Titel VII) 199.163.000 BEF.

2. als zusätzliche Mittel zu bewilligen für die Ausgaben, die die Mittel überschreiten (Tabelle VII H2) 7.213.786 BEF.

3. nicht beanspruchte Mittel, die zu annullieren sind 70.357.585 BEF.

Der Gesamtbetrag der endgültigen, für das Haushaltsjahr 2000 tatsächlich beanspruchten Mittel beläuft sich also auf 136.019.201 BEF.

Dieser Betrag entspricht den angerechneten Ausgaben (Tabelle VII H1 Spalte 3).

§ 4 - Ergebnis des Haushaltsplanes.

Art. 81 - Das Endergebnis der Einnahmen und der Ausgaben, so wie es sich aus den Artikeln 74 und 75 des vorliegenden Dekrets ergibt, beläuft sich auf:

Einnahmen 210.973.431 BEF.

Ausgaben 136.019.201 BEF.

Das Haushaltsjahr 2000 wird also mit einem Mehrbetrag der Einnahmen von 74.954.230 BEF abgeschlossen (Tabelle VII H1 Spalte 3).

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 8. Februar 2007

Der Minister-Präsident,
E. DI RUPO

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,
A. ANTOINE

Der Minister des Haushalts, der Finanzen, der Ausrüstung und des Erbes,
M. DAERDEN

Die Ministerin der Ausbildung,
Frau M. ARENA

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,
Ph. COURARD

Die Ministerin der Forschung, der neuen Technologien und der auswärtigen Beziehungen,
Frau M.-D. SIMONET

Der Minister der Wirtschaft, der Beschäftigung und des Außenhandels,
J.-C. MARCOURT

Die Ministerin der Gesundheit, der sozialen Maßnahmen und der Chancengleichheit,
Frau Ch. VIENNE

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,
B. LUTGEN

—
Fußnote

(1) Sitzungsperiode 2006-2007

Dokumente des Wallonischen Parlaments 508 (2006-2007), Nrn. 1 und 2

Ausführliches Sitzungsprotokoll, öffentliche Sitzung vom 1. Februar 2007

Diskussion - Abstimmung.

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

N. 2007 — 1184

[2007/200751]

8 FEBRUARI 2007.

Decreet houdende de eindregeling van de begroting van het Waalse Gewest voor het jaar 2000 (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Deel 1. — Diensten van algemeen bestuur van het Waalse Gewest

HOOFDSTUK I. — Vastleggingen gedaan in uitvoering van de gewestelijke begroting

§ 1. Vaststelling van de vastleggingen ten laste van de gesplitste kredieten.

Artikel 1. De vastleggingen van uitgaven ten laste van de gesplitste vastleggingskredieten van het begrotingsjaar 2000 bedragen, overeenkomstig de bijgaande tabel 1, kolom 5, de som van 49.163.609.095 BEF.

§ 2. Vaststelling van de gesplitste vastleggingskredieten.

Art. 2. De gesplitste vastleggingskredieten aangewend door het Waalse Parlement voor de vastleggingen van het begrotingsjaar 2000 bedragen in totaal 52.793.300.000 BEF, overeenkomstig tabel 1, kolom 4.

Art. 3. Het totaal bedrag van de vastleggingskredieten verdeeld voor het begrotingsjaar 2000 wordt verminderd overeenkomstig tabel 1, kolom 9, met een bedrag van 3.629.690.905 BEF dat overeenkomstig de artikelen 34 en 35 van de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991, geannuleerd wordt.

Art. 4. Als gevolg van de bepalingen bedoeld in bovenstaande artikelen 2 en 3 worden de definitieve gesplitste vastleggingskredieten van het begrotingsjaar 2000 vastgesteld op 49.163.609.095 BEF, som die gelijk is aan de ten laste van het begrotingsjaar geboekte vastleggingen (tabel 1, kolom 5).

§ 3. Vaststelling van de vastleggingen ten laste van de variabele kredieten.

Art. 5. De vastleggingen van uitgaven ten laste van de variabele vastleggingskredieten van het begrotingsjaar 2000 bedragen, overeenkomstig de bijgaande tabel 4, kolom 6, de som van 7.895.081.183 BEF

§ 4. Vaststelling van de variabele vastleggingskredieten.

Art. 6. De variabele vastleggingskredieten aangewend door het Waalse Parlement voor de vastleggingen van het begrotingsjaar 2000 bedragen 10.645.100.000 BEF, overeenkomstig tabel 4, kolom 2.

Overeenkomstig artikel 45, §§ 2 en 3, laatste lid, van de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991, is het gebruik van deze kredieten evenwel beperkt tot het bedrag van de in 2000 voor de organieke fondsen aangewende ontvangsten : 6.362.316.404 BEF, verminderd met het debetsaldo op 1 januari 2000 : - 4.019.769.468 BEF, namelijk een totaalbedrag van 2.342.546.936 BEF (tabel 4, kolom 5).

Art. 7. Als gevolg van de bepalingen vervat in bovenstaande artikelen 5 en 6 bedraagt het beschikbaar bedrag van vastleggingen - variabele kredieten - aan het einde van het begrotingsjaar 2000 : 2.243.455.925 BEF (tabel 4, kolom 10). Dit saldo wordt overgedragen naar het begrotingsjaar 2001 en vertoont (tabel 4, kolommen 8 en 9) :

a. een beschikbaar bedrag van 2.243.455.925 BEF;

b. waarvan het saldo van het Fonds voor de bescherming van oppervlaktewater 321.456.784 BEF bedraagt.

HOOFDSTUK II. — Ontvangsten en uitgaven gedaan in uitvoering van de gewestelijke begroting

§ 1. Vaststelling van de lopende en kapitaalontvangsten.

Art. 8. De voor het begrotingsjaar 2000 ten behoeve van het Waalse Gewest vastgestelde rechten bedragen, overeenkomstig de bijgaande tabel 2, kolom 3, de som van 199.773.985.743 BEF.

Deze som is als volgt samengesteld :

lopende ontvangsten 178.697.992.769 BEF;

kapitaalontvangsten 12.731.471.864 BEF;

opbrengst van leningen 8.344.521.110 BEF.

Art. 9. De voor het begrotingsjaar geboekte lopende en kapitaalontvangsten bedragen in totaal 195.608.583.811 BEF, overeenkomstig tabel 2, kolom 4.

Deze som is als volgt samengesteld :

lopende ontvangsten 175.854.089.532 BEF;

kapitaalontvangsten 11.409.973.169 BEF;

opbrengst van leningen 8.344.521.110 BEF.

Art. 10. De bij de afsluiting van het begrotingsjaar nog te innen vastgestelde rechten bedragen 4.165.401.932 BEF (tabel 2, kolom 5).

Deze som is als volgt samengesteld (tabel 2, kolommen 6 en 7) :

a. geannuleerde rechten of rechten die het voorwerp uitmaken van een onbepaalde schorsing :

lopende ontvangsten 4.007.001 BEF;

kapitaalontvangsten 17.297.751 BEF;

b. rechten overgedragen naar het begrotingsjaar 2001 :

lopende ontvangsten 2.839.896.236 BEF;

kapitaalontvangsten 1.304.200.944 BEF.

§ 2. Vaststelling van de lopende en kapitaaluitgaven.

Art. 11. De ten laste van het begrotingsjaar 2000 toegerekende ordonnancerings worden als volgt vastgesteld (tabel 3, kolommen 7, 8 en 9) :

A. voor de lopende uitgaven :

Niet-gesplitste kredieten 130.245.592.544 BEF samengesteld als volgt :

a. prestaties van vroegere jaren 59.862.524 BEF;

b. prestaties van het lopende jaar 130.185.730.020 BEF.

Ordonnanceringskredieten 10.676.547.365 BEF samengesteld als volgt :

- a. prestaties van vroegere jaren 314.515.406 BEF;
- b. prestaties van het lopende jaar 10.362.031.959 BEF.

B. voor de kapitaaluitgaven :

Niet-gesplitste kredieten 10.439.076.291 BEF samengesteld als volgt :

- a. prestaties van vroegere jaren 26.365.555 BEF;
- b. prestaties van het lopende jaar 10.412.710.736 BEF.

Ordonnanceringskredieten 33.531.773.565 BEF samengesteld als volgt :

- a. prestaties van vroegere jaren 535.400.817 BEF;
- b. prestaties van het lopende jaar 32.996.372.748 BEF;

Totaal van de ordonnanceringskredieten 184.892.989.765 BEF.

Art. 12. De ten laste van het begrotingsjaar 2000 uitgevoerde, verantwoorde of geregulariseerde betalingen bedragen :

A. voor de lopende uitgaven :

Niet-gesplitste kredieten 130.245.592.544 BEF.

Ordonnanceringskredieten 10.676.547.365 BEF.

B. voor de kapitaaluitgaven :

Niet-gesplitste kredieten 10.439.076.291 BEF.

Ordonnanceringskredieten 33.531.773.565 BEF.

Totaal (tabel 3, kolom 10) 184.892.989.765 BEF.

Art. 13. De ten laste van de begroting toegerekende betalingen waarvan de verantwoording of de regularisatie, overeenkomstig artikel 79 van de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991, naar een volgend begrotingsjaar wordt verwezen, bedragen 0 BEF (tabel 3, kolom 11).

§ 3. Vaststelling van de betalingskredieten van de lopende en kapitaaluitgaven.

Art. 14. De betalingskredieten beschikbaar gesteld bij en aangewend door het Waalse Parlement bedragen (tabel 3, kolom 6) :

A. voor de lopende uitgaven :

Niet-gesplitste kredieten 140.714.648.467 BEF.

Ordonnanceringskredieten 12.783.300.000 BEF.

B. voor de kapitaaluitgaven :

Niet-gesplitste kredieten 13.500.202.989 BEF.

Ordonnanceringskredieten 38.395.400.000 BEF.

Totaal 205.393.551.456 BEF.

Die bedragen omvatten :

I. De bij de begrotingsdecreten aangewende betalingskredieten die als volgt zijn samengesteld (tabel 3, kolommen 2, 3 en 4) :

1. Oorspronkelijke begroting :

A. lopende uitgaven :

Niet-gesplitste kredieten 129.123.900.000 BEF.

Ordonnanceringskredieten 11.846.500.000 BEF.

B. kapitaaluitgaven :

Niet-gesplitste kredieten 10.860.300.000 BEF.

Ordonnanceringskredieten 35.863.700.000 BEF.

Totaal 187.694.400.000 BEF.

2. Kredietaanpassingen : nettoresultaten : (met inbegrip van de herverdelings- en overdrachtsbesluiten).

Verhogingen (positieve resultaten) :

A. lopende uitgaven :

Niet-gesplitste kredieten 4.637.400.000 BEF;

Ordonnanceringskredieten 1.028.200.000 BEF.

B. kapitaaluitgaven :

Niet-gesplitste kredieten 844.100.000 BEF.

Ordonnanceringskredieten 2.768.900.000 BEF.

Totaal 9.278.600.000 BEF.

Verminderings (negatieve resultaten) :

A. lopende uitgaven :

Niet-gesplitste kredieten 584.800.000 BEF.

Ordonnanceringskredieten 91.400.000 BEF.

B. kapitaaluitgaven :

Niet-gesplitste kredieten 48.400.000 BEF.

Ordonnanceringskredieten 237.200.000 BEF.

Totaal 961.800.000 BEF.

II. De overgedragen betalingskredieten van het begrotingsjaar 1999, overeenkomstig de artikelen 34 en 35 van de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991, die als volgt zijn samengesteld (tabel 3, kolom 5) :

A. lopende uitgaven :

Niet-gesplitste kredieten 7.538.148.467 BEF.

Ordonnanceringskredieten - BEF.

B. kapitaaluitgaven :

Niet-gesplitste kredieten 1.844.202.989 BEF.

Ordonnanceringskredieten - BEF.

Totaal 9.382.351.456 BEF.

Art. 15. Het bedrag van de beschikbaar gestelde en voor het begrotingsjaar 2000 verdeelde betalingskredieten wordt verminderd (tabel 3, kolommen 13 en 14) :

1. met de niet-gebruikte betalingskredieten waarvan de overdracht naar het begrotingsjaar 2001 plaatsvindt overeenkomstig de artikelen 34 en 35 van de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991 :

A. lopende verrichtingen :

Niet-gesplitste kredieten 7.276.979.697 BEF.

Ordonnanceringskredieten - BEF.

B. kapitaalverrichtingen :

Niet-gesplitste kredieten 2.360.464.897 BEF.

Ordonnanceringskredieten - BEF.

Totaal 9.637.444.594 BEF.

2. met de beschikbaar gebleven betalingskredieten die worden geannuleerd :

A. lopende verrichtingen :

Niet-gesplitste kredieten 3.192.076.226 BEF.

Ordonnanceringskredieten 2.106.752.635 BEF.

B. kapitaalverrichtingen :

Niet-gesplitste kredieten 700.661.801 BEF.

Ordonnanceringskredieten 4.863.626.435 BEF.

Totaal 10.863.117.097 BEF.

De verdeling van de overgedragen kredieten wordt gehandhaafd in de begroting 2001.

Art. 16. Als gevolg van de bepalingen bedoeld in de artikelen 14 en 15 van dit decreet worden de definitieve kredieten van het begrotingsjaar 2000 als volgt vastgesteld :

A. lopende uitgaven :

Niet-gesplitste kredieten 130.245.592.544 BEF.

Ordonnanceringskredieten 10.676.547.365 BEF.

B. kapitaaluitgaven :

Niet-gesplitste kredieten 10.439.076.291 BEF.

Ordonnanceringskredieten 33.531.773.565 BEF.

Totaal 184.892.989.765 BEF.

Die sommen zijn gelijk aan de verrichtingen toegerekend ten laste van het begrotingsjaar overeenkomstig tabel 3, kolommen 7 en 15.

Art. 17. Het algemene resultaat van de lopende en kapitaalontvangsten en -uitgaven van het begrotingsjaar 2000, overeenkomstig bovenstaande artikelen 9 en 11, is het volgende :

Ontvangsten 195.608.583.811 BEF.

Uitgaven 184.892.989.765 BEF.

Overschot van ontvangsten 10.715.594.046 BEF.

HOOFDSTUK III. — *Ontvangsten en uitgaven voor de variabele kredieten*

§ 1. Vastlegging van de ordonnanceringskredieten.

Art. 18. De ordonnanceringskredieten beschikbaar gesteld bij en aangewend door het Waalse Parlement voor de ordonnanceringskredieten van 2000 bedragen 6.578.300.000 BEF overeenkomstig tabel 4, kolom 2.

§ 2. Vaststelling van de toegewezen ontvangsten.

Art. 19. De desbetreffende voor het begrotingsjaar 2000 ten behoeve van het Waalse Gewest vastgestelde rechten bedragen, overeenkomstig de bijgaande tabel 2, kolom 3, de som van 8.492.746.758 BEF.

Art. 20. Overeenkomstig artikel 45, §§ 2 en 3, laatste lid, van de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991, is het gebruik van deze kredieten evenwel beperkt tot het bedrag van de in 2000 voor de oprichtingsfondsen aangewende ontvangsten (tabel 4, kolom 4), namelijk :

Ontvangsten van het jaar 6.362.316.404 BEF verhoogd met het op 1 januari 2000 beschikbaar saldo 7.492.171.595 BEF, namelijk een totaalbedrag van 13.854.487.999 BEF (tabel 4, kolommen 3 en 5).

§ 3. Vaststelling van de uitgaven.

Art. 21. De voor het begrotingsjaar 2000 ten laste van de toegewezen ontvangsten (variabele kredieten) toegerekende ordonnanceringskredieten bedragen 9.720.348.750 BEF (tabel 4, kolom 6). Deze som is als volgt samengesteld :

Lopende uitgaven 580.387.534 BEF.

Kapitaaluitgaven 9.139.961.216 BEF.

Art. 22. Het algemene resultaat van de ontvangsten en uitgaven voor de variabele kredieten van het begrotingsjaar 2000, overeenkomstig bovenstaande artikelen 20, eerste lid, en 21 van dit decreet, is het volgende :

Aangewende ontvangsten 6.362.316.404 BEF.

Uitgaven 9.720.348.750 BEF.

Overschot van uitgaven 3.358.032.346 BEF.

Dit overschot wordt afgetrokken van het bij de afsluiting van het vorige begrotingsjaar bestaande saldo, namelijk 7.492.171.595 BEF. Het aldus definitief verkregen resultaat vertoont een kredietsaldo van 4.134.139.249 BEF (tabel 4, kolom 10). Het wordt overgedragen naar het begrotingsjaar 2001.

HOOFDSTUK IV. — *Algemeen resultaat van de lopende
en kapitaalontvangsten en -uitgaven en van de variabele kredieten*

Art. 23. Het algemene resultaat van de ontvangsten en uitgaven van de begroting van het Waalse Gewest (met inbegrip van variabele kredieten) voor het begrotingsjaar 2000, overeenkomstig bovenstaande artikelen 17 en 22, eerste lid, van dit decreet, is het volgende :

Ontvangsten 201.970.900.215 BEF.

Uitgaven 194.613.338.515 BEF.

Het begrotingsjaar 2000 wordt afgesloten met een overschot van ontvangsten van 7.357.561.700 BEF.

HOOFDSTUK V. — *Vastleggingen verricht ten laste van de bijzondere afdeling*

§ 1. Vaststelling van de vastleggingen ten laste van de bijzondere afdeling.

Art. 24. De variatie van de ten laste van de bijzondere afdeling voor het begrotingsjaar 2000 verrichte vastleggingen bedraagt – 521.246.968 BEF (tabel 5, kolommen 7-8).

Dit bedrag is als volgt samengesteld (C-fondsen inbegrepen) :

a. de vastleggingen van het boekjaar 513.894.973 BEF.

b. het bedrag van de annuleringen van de vorige visums 1.035.141.941 BEF.

§ 2. Vaststelling van de beschikbare vastleggingskredieten voor de bijzondere afdeling.

Art. 25. De beschikbare kredieten voor de vastlegging van de uitgaven ten laste van de bijzondere afdeling bedragen – 6.619.238.807 BEF (tabel 5, kolom 6).

Dit bedrag is als volgt samengesteld (C-fondsen inbegrepen) :

a. uit het vorige jaar overgedragen saldo - 12.711.825.028 BEF.

b. ontvangsten van het jaar 6.092.586.221 BEF.

Art. 26. Als gevolg van de bepalingen vervat in bovenstaande artikelen 24 en 25 bedraagt het saldo van vastleggingen - bijzondere afdeling - aan het einde van het begrotingsjaar 2000 : – 6.097.991.839 BEF (tabel 5, kolom 9). Dit bedrag wordt overgedragen naar het begrotingsjaar 2001.

HOOFDSTUK VI. — *Ontvangsten en uitgaven gedaan in uitvoering van de bijzondere afdeling van de begroting voor 2000*

Art. 27. De voor het begrotingsjaar 2000 (C-fondsen inbegrepen) op de bijzondere afdeling van de begroting geboekte ontvangsten bedragen 6.092.586.221 BEF, overeenkomstig de bijgaande tabel 5, kolom 5.

Dit bedrag is als volgt samengesteld :

Lopende ontvangsten 6.092.586.221 BEF.

Kapitaalontvangsten 0 BEF.

Art. 28. De voor het begrotingsjaar 2000 (C-fondsen inbegrepen) op de bijzondere afdeling van de begroting toegerekende uitgaven bedragen 5.398.606.240 BEF (tabel 5, kolom 7).

Dit bedrag is als volgt samengesteld :

Lopende uitgaven 5.398.606.240 BEF.

Kapitaaluitgaven 0 BEF.

Art. 29. De beschikbare kredieten (C-fondsen inbegrepen) voor de ordonnanciering van de uitgaven ten laste van de bijzondere afdeling bedragen 8.241.777.339 BEF (tabel 5, kolommen 4 en 5).

Dit bedrag is als volgt samengesteld :

a. uit het vorige jaar overgedragen saldo 2.149.191.118 BEF;

b. ontvangsten van het jaar 6.092.586.221 BEF.

Art. 30. Het algemene resultaat (C-fondsen inbegrepen) van de bijzondere afdeling van het begrotingsjaar 2000 wordt definitief bepaald als volgt :

Ontvangsten verricht tijdens het jaar 6.092.586.221 BEF.

Uitgaven verricht tijdens het jaar 5.398.606.240 BEF.

Overschot van ontvangsten 693.979.981 BEF.

Dit overschot wordt toegevoegd aan het bij de afsluiting van het vorige begrotingsjaar bestaande saldo, namelijk 2.149.191.118 BEF. Het aldus definitief verkregen resultaat vertoont een kredietsaldo van 2.843.171.099 BEF (tabel 5, kolom 9). Het wordt overgedragen naar het begrotingsjaar 2001.

HOOFDSTUK VII. — *Gecumuleerde resultaten*

Art. 31. De voor alle diensten, begroting (met inbegrip van de variabele kredieten) en bijzondere afdeling (C-fondsen inbegrepen) gecumuleerde resultaten van de begroting 2000 zijn als volgt samengesteld (cf. bovenstaande artikelen 23 en 30) :

Begroting : overschot van ontvangsten 7.357.561.700 BEF.

Bijzondere afdeling : overschot van ontvangsten 693.979.981 BEF.

Overschot van ontvangsten 8.051.541.681 BEF.

Deel 2 : Verrichtingen gedaan ter uitvoering van de begrotingen
van de Gewestelijke instellingen die onder het Waalse Gewest ressorteren

TITEL V. — *Gewestelijke bedrijven*

A. "Entreprise régionale de production et d'adduction d'eau (E.R.P.E.)" (Gewestelijk bedrijf voor waterproductie en -toevoer)

Dit gewestelijk bedrijf, opgericht bij decreet van 2 juli 1987, heeft de rechten en plichten van de openbare instelling "Complexe du barrage de Nisramont" op 1 januari 1988 overgenomen overeenkomstig artikel 4, § 1, tweede lid, van bovenvermeld decreet.

De eindregeling van de begroting van het gewestelijk bedrijf "Entreprise régionale de production et d'adduction d'eau (E.R.P.E.)" wordt als volgt vastgesteld voor het begrotingsjaar 2000 :

HOOFDSTUK I. — *Vastleggingen gedaan in uitvoering van de begroting*

§ 1. Vaststelling van de vastleggingen.

Art. 32. De vastleggingen van uitgaven ten laste van de vastleggingskredieten uitgetrokken op Titel V van de begroting voor het begrotingsjaar 2000 bedragen 173.227.045 BEF (tabel V A2, kolom 4).

§ 2. Vaststelling van de vastleggingskredieten.

Art. 33. De vastleggingskredieten uitgetrokken op Titel V van de begrotingsdecreten van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2000 bedragen 458.500.000 BEF (tabel V A2, kolom 3).

De niet gebruikte kredieten, namelijk 285.272.955 BEF, worden geannuleerd (tabel V A2, kolom 5).

HOOFDSTUK II. — *Ontvangsten en uitgaven gedaan in uitvoering van de begroting*

§ 1. Vaststelling van de ontvangsten

Art. 34. De voor het begrotingsjaar 2000 geboekte ontvangsten bedragen in totaal 1.716.620.803 BEF overeenkomstig tabel V A1, kolom 3.

Dit bedrag is als volgt samengesteld :

Lopende verrichtingen 720.160.625 BEF.

Kapitaalverrichtingen 996.460.178 BEF.

§ 2. Vaststelling van de uitgaven.

Art. 35. De ten laste van het begrotingsjaar 2000 toegerekende ordonnanceringen worden als volgt vastgesteld (tabel V A3, kolom 4) :

Lopende verrichtingen 720.160.625 BEF.

Kapitaalverrichtingen 996.460.178 BEF.

Totaalbedrag van de ordonnanceringen 1.716.620.803 BEF- BEF.

§ 3. Vaststelling van de betalingskredieten.

Art. 36. De definitieve betalingskredieten voor het begrotingsjaar 2000 worden als volgt vastgesteld :

1. Toegekend bij begrotingsdecreten (Titel V) (tabel V A3, kolom 2) 1.978.200.000 BEF.

Lopende verrichtingen 801.000.000 BEF.

Kapitaalverrichtingen 1.177.200.000 BEF.

2. Toe te kennen als aanvullende kredieten voor de uitgaven die de kredieten overschrijden (tabel V A4) 26.687.877 BEF.

Lopende verrichtingen 22.533.304 BEF.

Kapitaalverrichtingen 4.154.573 BEF.

3. Definitief te annuleren (tabel V A3, kolom 5) 288.267.074 BEF.

Lopende verrichtingen 103.372.679 BEF.

Kapitaalverrichtingen 184.894.395 BEF.

Het brengt het totaal van de definitieve kredieten, die effectief gebruikt zijn voor het begrotingsjaar 2000, op 1.716.620.803 BEF.

Die som is gelijk aan de toegerekende uitgaven (tabel V A3, kolom 4).

§ 4. Resultaat van de begroting.

Art. 37. Het algemene resultaat van de ontvangsten en uitgaven voor het begrotingsjaar 2000, overeenkomstig de artikelen 34 en 35 van dit decreet, wordt als volgt vastgesteld :

Ontvangsten 1.716.620.803 BEF.

Uitgaven 1.716.620.803 BEF.

Het begrotingsjaar 2000 eindigt dus met een nulsaldo.

B. "Office wallon des déchets - O.W.D". (Waalse Dienst voor Afvalstoffen)

De eindregeling van de begroting van het gewestelijk bedrijf "Office régional wallon des déchets" voor het begrotingsjaar 2000 is als volgt vastgesteld :

HOOFDSTUK I. — *Ontvangsten en uitgaven gedaan in uitvoering van de begroting*

§ 1. Vaststelling van de ontvangsten.

Art. 38. De voor het begrotingsjaar 2000 geboekte ontvangsten bedragen in totaal 3.084.498.270 BEF overeenkomstig tabel V B1, kolom 3.

§ 2. Vaststelling van de uitgaven.

Art. 39. De ten laste van het begrotingsjaar 2000 toegerekende ordonnanceringen bedragen in totaal 2.792.305.800 BEF overeenkomstig tabel V B1, kolom 3.

§ 3. Vaststelling van de betalingskredieten.

Art. 40. De definitieve betalingskredieten voor het begrotingsjaar 2000 worden als volgt vastgesteld :

1. Toegekend bij begrotingsdecreten (Titel V) 3.988.500.000 BEF.

2. Toe te kennen als aanvullende kredieten voor de uitgaven die de kredieten overschrijden (tabel V B2) 39.654.426 BEF.

3. Definitief te annuleren 1.235.848.626 BEF.

Het brengt het totaal van de definitieve kredieten, die effectief gebruikt zijn voor het begrotingsjaar 2000, op 2.792.305.800 BEF.

Die som is gelijk aan de toegerekende uitgaven (tabel V B1, kolom 3).

§ 4. Resultaat van de begroting.

Art. 41. Het algemene resultaat van de ontvangsten en uitgaven voor het begrotingsjaar 2000, overeenkomstig de artikelen 38 en 39 van dit decreet, wordt als volgt vastgesteld :

Ontvangsten 3.084.498.270 BEF.

Uitgaven 2.792.305.800 BEF.

Het begrotingsjaar 2000 eindigt dus met een overschot van ontvangsten van 292.192.470 BEF.

TITEL VI. — Gewestelijke diensten met afzonderlijk beheer

A. "Office de promotion des voies navigables" (Dienst voor de bevordering van de waterwegen) (O.P.V.N.).

De eindregeling van de begroting van de gewestelijke dienst met afzonderlijk beheer "Office de promotion des voies navigables" wordt als volgt vastgesteld voor het begrotingsjaar 2000 :

HOOFDSTUK I. — Ontvangsten en uitgaven gedaan in uitvoering van de begroting

§ 1. Vaststelling van de ontvangsten.

Art. 42. De voor het begrotingsjaar 2000 toegerekende ontvangsten bedragen in totaal 28.355.618 BEF, overeenkomstig tabel VI A1, kolom 3.

Dit bedrag is als volgt samengesteld :

Lopende verrichtingen 25.109.347 BEF.

Kapitaalverrichtingen 3.246.271 BEF.

§ 2. Vaststelling van de uitgaven.

Art. 43. De ten laste van het begrotingsjaar 2000 toegerekende ordonnanceringsen worden als volgt vastgesteld (tabel VI A2, kolom 3) :

Lopende verrichtingen 8.351.984 BEF.

Kapitaalverrichtingen 926.507 BEF.

Totaal van de ordonnanceringsen 9.278.491 BEF.

§ 3. Vaststelling van de betalingskredieten.

Art. 44. De definitieve betalingskredieten voor het begrotingsjaar 2000 worden als volgt vastgesteld :

1. Toegekend bij begrotingsdecreten (tabel VI A2, kolom 2).

Lopende verrichtingen 18.060.000 BEF.

Kapitaalverrichtingen 2.000.000 BEF.

Totaal 20.060.000 BEF.

2. Toe te kennen als aanvullende kredieten voor de uitgaven die de kredieten overschrijden (tabel VI A2, kolom 4) 0 BEF.

3. Definitief te annuleren (tabel VI A2, kolom 5) 10.781.509 BEF.

Lopende verrichtingen 9.708.016 BEF.

Kapitaalverrichtingen 1.073.493 BEF.

Het brengt het totaal van de definitieve kredieten, die effectief gebruikt zijn voor het begrotingsjaar 2000, op 9.278.491 BEF.

Die som is gelijk aan de toegerekende uitgaven. (tabel VI A2, kolom 3).

§ 4. Resultaat van de begroting.

Art. 45. Het algemene resultaat van de ontvangsten en uitgaven voor het begrotingsjaar 2000, overeenkomstig de artikelen 42 en 43 van dit decreet, wordt als volgt vastgesteld :

Ontvangsten 28.355.618 BEF.

Uitgaven 9.278.491 BEF.

Het begrotingsjaar 2000 eindigt dus met een overschot van ontvangsten van 19.077.127 BEF.

B. Office wallon de Développement rural (Waalse Dienst voor Plattelandsontwikkeling) (O.W.D.R.).

De eindregeling van de begroting van de gewestelijke dienst met afzonderlijk beheer "Office wallon de Développement rural" wordt als volgt vastgesteld voor het begrotingsjaar 2000 :

HOOFDSTUK I. — Ontvangsten en uitgaven gedaan in uitvoering van de begroting

§ 1. Vaststelling van de ontvangsten.

Art. 46. De voor het begrotingsjaar 2000 geboekte ontvangsten bedragen in totaal 186.703.397 BEF overeenkomstig bijgaande tabel VI B1, kolom 3.

§ 2. Vaststelling van de uitgaven.

Art. 47. De ten laste van het begrotingsjaar 2000 toegerekende ordonnanceringsen bedragen 49.645.456 BEF (tabel VI B1, kolom 3).

§ 3. Vaststelling van de betalingskredieten.

Art. 48. De definitieve betalingskredieten voor deze periode worden als volgt vastgesteld (tabel VI B1) :

1. Toegekend bij begrotingsdecreten (Titel VI) 474.600.000 - BEF.

2. Toe te kennen als aanvullende kredieten voor de uitgaven die de kredieten overschrijden 0 BEF.

3. Niet gebruikte kredieten die geannuleerd moeten worden 424.954.544 BEF.

Het brengt het totaal van de definitieve kredieten, die effectief gebruikt zijn voor het begrotingsjaar 2000, op 49.645.456 BEF.

Die som is gelijk aan de toegerekende uitgaven. (tabel VI B1, kolom 3).

§ 4. Resultaat van de begroting.

Art. 49. Het algemene resultaat van de ontvangsten en uitgaven voor het begrotingsjaar 2000, overeenkomstig de artikelen 46 en 47 van dit decreet, wordt als volgt vastgesteld :

Ontvangsten 186.703.397 BEF.

Uitgaven 49.645.456 BEF.

Het begrotingsjaar 2000 wordt dus afgesloten met een overschot van ontvangsten van 137.057.941 BEF (tabel VI B1, kolom 3).

TITEL VII. — Instellingen van openbaar nut

A. "Fonds wallon d'avances pour la reparation des dommages provoqués par les prises et pompages d'eau souterraine" (Waalse fonds van voorschotten voor het herstel van schade veroorzaakt door grondwaterwinning en -oppomping).

De eindregeling van de begroting van de instelling van openbaar nut "Fonds wallon d'avances pour la réparation des dommages provoqués par les prises et pompages d'eau souterraine" wordt als volgt vastgesteld voor het begrotingsjaar 2000 :

HOOFDSTUK I. — *Ontvangsten en uitgaven gedaan in uitvoering van de begroting*

§ 1. Vaststelling van de ontvangsten.

Art. 50. De voor het begrotingsjaar 2000 geboekte ontvangsten bedragen in totaal 14.337.748 BEF overeenkomstig tabel VII A1, kolom 3.

§ 2. Vaststelling van de uitgaven.

Art. 51. De ten laste van het begrotingsjaar 2000 toegerekende ordonnancerings bedragen 4.245.709 BEF (tabel VII A1, kolom 3).

§ 3. Vaststelling van de betalingskredieten.

Art. 52. De definitieve betalingskredieten voor het begrotingsjaar 2000 worden als volgt vastgesteld :

1. Toegekend bij begrotingsdecreten (tabel VII A1) 38.300.000 BEF.

2. Toe te kennen als aanvullende kredieten voor voor de uitgaven die de kredieten overschrijden (tabel VII A2) 0 BEF.

3. Definitief te annuleren 34.054.291 BEF.

Het brengt het totaal van de definitieve kredieten, die effectief gebruikt zijn voor het begrotingsjaar 2000, op 4.245.709 BEF.

Die som is gelijk aan de toegerekende uitgaven (tabel VII A1, kolom 3).

§ 4. Resultaat van de begroting.

Art. 53. Het algemene resultaat van de ontvangsten en uitgaven voor het begrotingsjaar 2000, overeenkomstig de artikelen 50 en 51 van dit decreet, wordt als volgt vastgesteld :

Ontvangsten 14.337.748 BEF.

Uitgaven 4.245.709 BEF.

Het begrotingsjaar 2000 wordt dus afgesloten met een overschot van ontvangsten van 10.092.039 BEF (tabel VII A1, kolom 3).

B. "Centre régional d'aide aux communes (CRAC)"(Gewestelijk hulpcentrum voor gemeenten)

De eindregeling van de begroting van de instelling van openbaar nut "Centre régional d'aide aux communes" wordt als volgt vastgesteld voor het begrotingsjaar 2000 :

HOOFDSTUK I. — *Ontvangsten en uitgaven gedaan in uitvoering van de begroting*

§ 1. Vaststelling van de ontvangsten.

Art. 54. De voor het begrotingsjaar 2000 geboekte ontvangsten bedragen in totaal 105.636.059 BEF overeenkomstig bijgaande tabel VII B1, kolom 3.

§ 2. Vaststelling van de uitgaven.

Art. 55. De ten laste van de begroting van het "Centre régional d'aide aux communes" toegerekende ordonnancerings bedragen 98.869.657 BEF (tabel VII B1, kolom 3).

§ 3. Vaststelling van de betalingskredieten.

Art. 56. De definitieve betalingskredieten worden als volgt vastgesteld (tabel VII B1, kolom 2) :

1. Toegekend bij begrotingsdecreten (tabel VII B1) 107.498.481 BEF.

2. Toe te kennen als aanvullende kredieten voor de uitgaven die de kredieten overschrijden 843.818 BEF.

3. Niet gebruikte kredieten die geannuleerd moeten worden 9.472.642 BEF.

Het brengt het totaal van de definitieve kredieten, die effectief gebruikt zijn voor het begrotingsjaar 2000, op 98.869.657 BEF.

Die som is gelijk aan de toegerekende uitgaven (tabel VII B1, kolom 3).

§ 4. Resultaat van de begroting.

Art. 57. Het algemene resultaat van de ontvangsten en uitgaven overeenkomstig de artikelen 54 en 55 van dit decreet, wordt als volgt vastgesteld :

Ontvangsten 105.636.059 BEF.

Uitgaven 98.869.657 BEF.

Het begrotingsjaar 2000 wordt dus afgesloten met een overschot van ontvangsten van 6.766.402 BEF (tabel VII B1, kolom 3).

C. "Institut scientifique de service public" (Openbaar wetenschappelijk instituut)

De eindregeling van de begroting van de instelling van openbaar nut "Institut scientifique de service public" wordt als volgt vastgesteld voor het begrotingsjaar 2000 :

HOOFDSTUK I. — *Ontvangsten en uitgaven gedaan in uitvoering van de begroting*

§ 1. Vaststelling van de ontvangsten.

Art. 58. De voor het begrotingsjaar 2000 geboekte ontvangsten bedragen in totaal 723.634.761 BEF overeenkomstig bijgaande tabel VII C1, kolom 3.

§ 2. Vaststelling van de uitgaven.

Art. 59. De ten laste van de begroting van het "Institut scientifique de service public" toegerekende ordonnancerings bedragen 701.577.766 BEF (tabel VII C1, kolom 3).

§ 3. Vaststelling van de betalingskredieten.

Art. 60. De definitieve betalingskredieten worden als volgt vastgesteld :

1. Toegekend bij begrotingsdecreten (tabel VII C1) 703.241.226 BEF.

2. Toe te kennen als aanvullende kredieten voor voor kredietoverschrijdingen (tabel VII C2) 45.527.983 BEF.

3. Niet-gebruikte kredieten die geannuleerd moeten worden 47.191.443 BEF.

Het brengt het totaal van de definitieve kredieten, die effectief gebruikt zijn voor het begrotingsjaar 2000, op 701.577.766 BEF.

Die som is gelijk aan de toegerekende uitgaven (tabel VII C1, kolom 3).

§ 4. Resultaat van de begroting.

Art. 61. Het algemene resultaat van de ontvangsten en uitgaven overeenkomstig de artikelen 58 en 59 van dit decreet, wordt als volgt vastgesteld :

Ontvangsten 723.634.761 BEF.

Uitgaven 701.577.766 BEF.

Het begrotingsjaar 2000 wordt dus afgesloten met een overschot van ontvangsten van 22.056.995 BEF (tabel VII C1, kolom 3).

D. Egalisatiefonds voor begrotingen.

De eindregeling van de begroting van de instelling van openbaar nut "Fonds d'égalisation des budgets" wordt als volgt vastgesteld voor het begrotingsjaar 2000 :

HOOFDSTUK I. — *Ontvangsten en uitgaven gedaan in uitvoering van de begroting*

§ 1. Vaststelling van de ontvangsten.

Art. 62. De voor het begrotingsjaar 2000 geboekte ontvangsten bedragen in totaal 3.044.610.617 BEF overeenkomstig bijgaande tabel VII D1, kolom 3.

§ 2. Vaststelling van de uitgaven.

Art. 63. De ten laste van het "Fonds d'égalisation des budgets" toegerekende ordonnancerings bedragen 2.687.900.000 BEF (tabel VII D1, kolom 3).

§ 3. Vaststelling van de betalingskredieten.

Art. 64. De definitieve betalingskredieten worden als volgt vastgesteld :

1. Toegekend bij begrotingsdecreten (*Titel VII*) 2.687.900.000 BEF.

2. Toe te kennen als aanvullende kredieten voor kredietoverschrijdingen (tabel VII D2) 0 BEF.

3. Niet gebruikte kredieten die geannuleerd moeten worden 0 BEF.

Het brengt het totaal van de definitieve kredieten, die effectief gebruikt zijn voor het begrotingsjaar 2000, op 2.687.900.000 BEF.

Die som is gelijk aan de toegerekende uitgaven (tabel VII D1, kolom 3).

§ 4. Resultaat van de begroting.

Art. 65. Het algemene resultaat van de ontvangsten en uitgaven overeenkomstig de artikelen 62 en 63 van dit decreet, wordt als volgt vastgesteld :

Ontvangsten 3.044.610.617 BEF.

Uitgaven 2.687.900.000 BEF.

Het begrotingsjaar 2000 wordt dus afgesloten met een overschot van ontvangsten van 356.710.617 BEF (tabel VII D1, kolom 3).

E. Psychiatrisch ziekenhuis "Le Chêne aux Haies".

De eindregeling van de begroting van de instelling van openbaar nut "Le Chêne aux Haies" wordt als volgt vastgesteld voor het begrotingsjaar 2000 :

HOOFDSTUK I. — *Ontvangsten en uitgaven gedaan in uitvoering van de begroting*

§ 1. Vaststelling van de ontvangsten.

Art. 66. De voor het begrotingsjaar 2000 geboekte ontvangsten bedragen in totaal 1.004.782.861 BEF overeenkomstig bijgaande tabel VII E1, kolom 3.

§ 2. Vaststelling van de uitgaven.

Art. 67. De ten laste van de begroting van het "Psychiatrisch ziekenhuis "Le Chêne aux Haies" toegerekende ordonnancerings bedragen 957.415.572 BEF (tabel VII E1, kolom 3) :

§ 3. Vaststelling van de betalingskredieten.

Art. 68. De definitieve betalingskredieten worden als volgt vastgesteld (tabel VII E1, kolom 2) :

1. Toegekend bij begrotingsdecreten (*Titel VII*) 1.159.649.000 BEF.

2. Toe te kennen als aanvullende kredieten voor de uitgaven die de kredieten overschrijden (tabel VII E2) 441.104 BEF.

3. Niet gebruikte kredieten die geannuleerd moeten worden 202.674.532 BEF.

Het brengt het totaal van de definitieve kredieten, die effectief gebruikt zijn voor het begrotingsjaar 2000, op 957.415.572 BEF.

Die som is gelijk aan de toegerekende uitgaven (tabel VII E1, kolom 3).

§ 4. Resultaat van de begroting.

Art. 69. Het algemene resultaat van de ontvangsten en uitgaven overeenkomstig de artikelen 66 en 67 van dit decreet, wordt als volgt vastgesteld :

Ontvangsten 1.004.782.861 BEF.

Uitgaven 957.415.572 BEF.

Het begrotingsjaar 2000 wordt dus afgesloten met een overschot van ontvangsten van 47.367.289 BEF (tabel VII E1, kolom 3).

F. Psychiatrisch ziekenhuis "Les Marronniers".

De eindregeling van de begroting van de instelling van openbaar nut "Les Marronniers" wordt als volgt vastgesteld voor het begrotingsjaar 2000 :

HOOFDSTUK I. — *Ontvangsten en uitgaven gedaan in uitvoering van de begroting*

§ 1. Vaststelling van de ontvangsten.

Art. 70. De voor het begrotingsjaar 2000 geboekte ontvangsten bedragen in totaal 1.606.179.067 BEF overeenkomstig bijgaande tabel VII F1, kolom 3.

§ 2. Vaststelling van de uitgaven.

Art. 71. De ten laste van de begroting van het Psychiatrisch ziekenhuis "Les Marronniers" toegerekende ordonnancements bedragen 1.542.202.135 BEF (tabel VII F1, kolom 3).

§ 3. Vaststelling van de betalingskredieten.

Art. 72. De definitieve betalingskredieten worden als volgt vastgesteld (tabel VII F1, kolom 2) :

1. Toegekend bij begrotingsdecreten (Titel VII) 1.553.496.000 BEF.

2. Toe te kennen als aanvullende kredieten voor de uitgaven die de kredieten overschrijden (tabel VII F2) 63.944.821 BEF.

3. Niet gebruikte kredieten die geannuleerd moeten worden 75.238.686 BEF.

Het brengt het totaal van de definitieve kredieten, die effectief gebruikt zijn voor het begrotingsjaar 2000, op 1.542.202.135 BEF.

Die som is gelijk aan de toegerekende uitgaven (tabel VII F1, kolom 3).

§ 4. Resultaat van de begroting.

Art. 73. Het algemene resultaat van de ontvangsten en uitgaven overeenkomstig de artikelen 70 en 71 van dit decreet, wordt als volgt vastgesteld :

Ontvangsten 1.606.179.067 BEF.

Uitgaven 1.542.202.135 BEF.

Het begrotingsjaar 2000 wordt dus afgesloten met een overschot van ontvangsten van 63.976.932 BEF (tabel VII F1, kolom 3).

G. "Fonds piscicole de Wallonie" (Waals Visserijfonds).

De eindregeling van de begroting van de instelling van openbaar nut "Fonds piscicole de Wallonie" wordt als volgt vastgesteld voor het begrotingsjaar 2000 :

HOOFDSTUK I. — *Ontvangsten en uitgaven gedaan in uitvoering van de begroting*

§ 1. Vaststelling van de ontvangsten.

Art. 74. De voor het begrotingsjaar 2000 geboekte ontvangsten bedragen in totaal 104.467.950 BEF overeenkomstig bijgaande tabel VII G1, kolom 3.

§ 2. Vaststelling van de uitgaven.

Art. 75. De ten laste van het "Fonds piscicole de Wallonie" toegerekende ordonnancements bedragen 48.490.912 BEF (tabel VII G1, kolom 3).

§ 3. Vaststelling van de betalingskredieten.

Art. 76. De definitieve betalingskredieten worden als volgt vastgesteld (tabel VII G1, kolom 2) :

1. Toegekend bij begrotingsdecreten (Titel VII) 61.000.000 BEF.

2. De uitgaven die de kredieten overschrijden (tabel VII G2) 1.288.137 BEF.

3. Niet gebruikte kredieten die geannuleerd moeten worden 13.797.225 BEF.

Het brengt het totaal van de definitieve kredieten, die effectief gebruikt zijn voor het begrotingsjaar 2000, op 48.490.912 BEF.

Die som is gelijk aan de toegerekende uitgaven (tabel VII G1, kolom 3).

§ 4. Resultaat van de begroting.

Art. 77. Het algemene resultaat van de ontvangsten en uitgaven overeenkomstig de artikelen 74 en 75 van dit decreet, wordt als volgt vastgesteld :

Ontvangsten 104.467.950 BEF.

Uitgaven 48.490.912 BEF.

Het begrotingsjaar 2000 wordt dus afgesloten met een overschot van ontvangsten van 55.977.038 BEF (tabel VII G1, kolom 3).

H. "Institut du Patrimoine wallon" (Instituut voor het Waalse Patrimonium.).

De eindregeling van de begroting van de instelling van openbaar nut "Institut du Patrimoine wallon" wordt als volgt vastgesteld voor het begrotingsjaar 2000 :

HOOFDSTUK I. — *Ontvangsten en uitgaven gedaan in uitvoering van de begroting*

§ 1. Vaststelling van de ontvangsten.

Art. 78. De voor het begrotingsjaar 2000 geboekte ontvangsten bedragen in totaal 210.973.431 BEF overeenkomstig bijgaande tabel VII H1, kolom 3.

§ 2. Vaststelling van de uitgaven.

Art. 79. De ten laste van het "Institut du Patrimoine wallon" toegerekende ordonnancements bedragen 136.019.201 BEF (tabel VII H1, kolom 3).

§ 3. Vaststelling van de betalingskredieten.

Art. 80. De definitieve betalingskredieten worden als volgt vastgesteld (tabel VII H1, kolom 2) :

1. Toegekend bij begrotingsdecreten (Titel VII) 199.163.000 BEF.

2. Toe te kennen als aanvullende kredieten voor de uitgaven die de kredieten overschrijden (tabel VII H2) 7.213.786 BEF.

3. Niet gebruikte kredieten die geannuleerd moeten worden 70.357.585 BEF.

Het brengt het totaal van de definitieve kredieten, die effectief gebruikt zijn voor het begrotingsjaar 2000, op 136.019.201 BEF.

Die som is gelijk aan de toegerekende uitgaven (tabel VII H1, kolom 3).

§ 4. Resultaat van de begroting.

Art. 81. Het algemene resultaat van de ontvangsten en uitgaven overeenkomstig de artikelen 74 en 75 van dit decreet, wordt als volgt vastgesteld :

Ontvangsten 210.973.431 BEF.

Uitgaven 136.019.201 BEF.

Het begrotingsjaar 2000 wordt dus afgesloten met een overschot van ontvangsten van 74.954.230 BEF (tabel VII H1, kolom 3).

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 8 februari 2007.

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,
A. ANTOINE

De Minister van Begroting, Financiën, Uitrusting en Patrimonium,
M. DAERDEN

De Minister van Vorming,
Mevr. M. ARENA

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
Ph. COURARD

De Minister van Wetenschappelijk Onderzoek, Nieuwe Technologieën en Buitenlandse Betrekkingen,
Mevr. M.-D. SIMONET

De Minister van Economie, Tewerkstelling en Buitenlandse Handel,
J.-C. MARCOURT

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,
Mevr. Ch. VIENNE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
B. LUTGEN

Nota

(1) *Zitting 2006-2007.*

Stukken van het Waals Parlement 508 (2006-2007), nrs. 1 en 2.

Volledig verslag, openbare vergadering van 1 februari 2007.

Bespreking - Stemming.

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

MINISTERE

DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2007 — 1185

[C — 2007/31089]

8 FEVRIER 2007. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale portant approbation de la modification des statuts de la Société du Logement de la Région de Bruxelles-Capitale

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989, relative aux institutions bruxelloises;

Vu le Code des sociétés, et en particulier l'article 558;

Vu l'ordonnance du 17 juillet 2003 portant le Code bruxellois du Logement, et en particulier son article 24, § 5;

Vu le dernier alinéa de l'article 32 des statuts de ladite société stipulant qu'une décision de modification aux statuts ne sort ses effets aussi longtemps qu'elle n'a pas été approuvée par arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, sur proposition du Ministre ayant le logement dans ses attributions;

Sur la proposition du Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale ayant le logement dans ses attributions,

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. La modification des statuts décidée par l'Assemblée générale extraordinaire de la Société du Logement de la Région de Bruxelles-Capitale du 17 octobre 2006, comme jointe en annexe à cet arrêté, est approuvée.

Art. 2. Le Ministre ayant le Logement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

MINISTERIE

VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2007 — 1185

[C — 2007/31089]

8 FEBRUARI 2007. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering houdende goedkeuring van de wijziging van de statuten van de Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse Instellingen;

Gelet op het Wetboek van Vennootschappen en in het bijzonder artikel 558;

Gelet op de ordonnantie van 17 juli 2003, houdende de Brusselse Huisvestingscode en in het bijzonder haar artikel 24, § 5;

Gelet op het laatste lid van artikel 32 van de statuten van de genoemde maatschappij, waarin bepaald wordt dat een beslissing van wijziging van de statuten geen uitwerking kent, zolang ze niet goedgekeurd is door een besluit van de Regering van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering op voordracht van de Minister bevoegd voor Huisvesting;

Op voordracht van de Minister-Voorzitter van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest, die bevoegd is voor Huisvesting,

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. De wijziging van de statuten zoals besloten door de buitengewone Algemene Vergadering van de Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij van 17 oktober 2006, zoals bij dit besluit is gevoegd in bijlage, is goedgekeurd.

Art. 2. De Minister bevoegd voor Huisvesting wordt belast met de uitvoering van dit besluit.